

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

28 JANVIER 1947.

28 JANUARI 1947.

BUDGET

des Recettes et des Dépenses Extraordinaires
pour l'exercice 1947.

BEGROOTING

van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven
voor het dienstjaar 1947.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET (1)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROOTING (1) UITGEBRACHT

PAR M. BLAVIER.

DOOR DEN HEER BLAVIER.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Le budget des recettes et des dépenses extraordinaires a fait l'objet d'une étude très sérieuse de la part de la Commission des Finances.

Les recettes s'élèvent à 12.775.116.000 francs, dont 12.512.000.000 de francs proviennent des impôts d'assainissement monétaire et des intérêts y afférents à percevoir.

Cette recette est en diminution sur celle de 1946 arbitrée à 19.761 millions. On comprend cette diminution d'autant plus que la recette prévue pour 1946 sera loin d'être atteinte et que, d'autre part, dans certains secteurs de ces impôts les sommes perçues, déjà importantes, font diminuer celles qui restent à récupérer. Nous avons examiné cette question lors de la discussion du Budget des Voies et Moyens.

(1). Composition de la Commission des Finances et du Budget : MM. Van Belle, président; Coppé, Discry, Duvieusart, Eyskens, Harmel, Lefèvre (Th.), Moyersoen, Parisis, Philippart, Porta, Scheyven, — Blavier, Buset, Embise, Hoen, Rassart, Soudan, Tielemans, Van Wallegghem. — De Ville, Jacquemotte. — Leclercq, Vreven.

Voir :

4XXII : Budget.

72 : Amendement.

De begrooting van buitengewone ontvangsten en uitgaven werd door de Commissie voor de Financiën op zeer aandachtige wijze ingestudeerd.

De ontvangsten bedragen 12.775.116.000 frank, waarvan 12.512.000.000 frank voortkomen van de te innen muntassainingsbelastingen en van de daarop betrekking hebbende interesten.

Deze ontvangst bedraagt minder dan het in 1946 op 19.761 miljoen geraamd bedrag. Men begrijpt des te meer die vermindering, daar de voor 1946 voorziene ontvangst op verre na niet zal worden bereikt en, anderzijds, in sommige sectors van deze belastingen, de geïnde sommen, die reeds belangrijk zijn, de nog in te vorderen sommen doen afnemen. Wij hebben deze kwestie onderzocht bij de behandeling van de Rijksmiddelenbegrooting.

(1) Samenstelling van de Commissie voor de Financiën en de Begrooting : de heeren Van Belle, voorzitter; Coppé, Discry, Duvieusart, Eyskens, Harmel, Lefèvre (Th.), Moyersoen, Parisis, Philippart, Porta, Scheyven. — Blavier, Buset, Embise, Hoen, Rassart, Soudan, Tielemans, Van Wallegghem. — De Ville, Jacquemotte. — Leclercq, Vreven.

Zie :

4XXII : Begrooting.

72 : Amendement.

G.

Les recettes provenant des impôts spéciaux sont absorbées en entier par l'amortissement monétaire et des intérêts à 3 1/2 % à payer sur le montant de cet emprunt. La dépense qui en résulte s'élève à un amortissement de 12 milliards égal à l'évaluation des recettes sans les intérêts de retard et en plus 1.522.500.000 francs d'intérêts à 3 1/2 %.

En bref, cette dépense spéciale s'élève à 13.522.500.000
la recette 12.512.000.000

Dépense en plus : fr. 1.010.500.000

Cette somme, constituée par la différence des intérêts à payer et les intérêts de retard à percevoir, est supportée par l'emprunt. Ne serait-elle pas mieux en place au budget ordinaire de la Dette Publique.

L'intérêt d'un emprunt, fût-il même un emprunt spécial, ne rentre-t-il pas dans l'ordinaire ? Combien d'années cela durera-t-il ? Par le système employé, nous payons l'intérêt d'un emprunt par un nouvel emprunt.

La dépense totale du budget qui nous est
soumis s'élève à fr. 18.122.199.000
Les dépenses de l'emprunt monétaire... 13.522.500.000

Budget réel fr. 4.599.699.000

Comparons ce montant à celui des budgets d'avant-guerre :

1936	2.488 millions.
1937	2.877 »
1938	2.573 »
1939	2.174 »

Moyenne... .. 2.528 »

Ces dépenses n'étant, avant tout, que des dépenses de travaux, nous pouvons estimer que ceux-ci s'effectuent actuellement à un coefficient de loin supérieur à 3. Prenant ce coefficient 3 pour base de notre comparaison, nous devons constater que le budget des dépenses extraordinaires pour 1947 se présente au coefficient 1,8 en comparaison de la moyenne des dernières années d'avant-guerre.

Personne ne peut sérieusement contester qu'un effort réel a été fait pour diminuer l'importance de ce budget.

Avant d'aborder l'examen des articles qui a été fait par la Commission, arrêtons-nous sur son aspect général.

Les dépenses du budget extraordinaire sont couvertes par l'emprunt. La saine conception est que, seules, les dépenses d'investissement soient reprises dans ce budget pour trouver ainsi la contre-partie de l'emprunt contracté pour les payer. S'il en était autrement, que des dépenses ordinaires seraient supportées par l'emprunt, le pays irait

De door de bijzondere belastingen op te leveren ontvangsten zijn geheel opgeslorpt door de muntdeling en de interesten à 3 1/2 % die te betalen zijn op het bedrag van die leening. De daaruit voortvloeiende uitgave stemt overeen met een delging van 12 milliard, gelijk aan de raming der ontvangsten zonder de nalatigheidsinteresten, en daarenboven 1.522.500.000 frank interesten à 3 1/2 %.

Kortom, deze bijzondere uitgave beloopt 13.522.500.000
de ontvangst 12.512.000.000

Meeruitgave : fr. 1.010.500.000

Dit bedrag, zijnde het verschil tusschen de te betalen interesten en de te innen nalatigheidsinteresten, wordt door de leening gedragen. Zou het niet beter vermeld worden op de gewone Rijksschuldbegroting ?

Behoort de interest van een leening, zelfs wanneer het een bijzondere leening geldt, niet tot de gewone begroting ? Hoeveel jaren zal dit duren ? Door het aangewend stelsel, betalen wij den interest van een leening met een nieuwe leening.

De totale uitgave van de ons voorgelegde begroting beloopt fr. 18.122.199.000
De uitgaven van de muntleening zijn... 13.522.500.000

Werkelijke begroting fr. 4.599.699.000

De vergelijking van dit bedrag met dit van de vooroorlogische begrotingen geeft ons :

1936	2.488 miljoen
1937	2.877 »
1938	2.573 »
1939	2.174 »

Gemiddelde 2.528 »

Daar deze uitgaven vooral bestemd zijn voor werken, kunnen wij berekenen, dat deze thans worden uitgevoerd tegen een coëfficiënt die verre het cijfer 3 overtreft. Zoo wij dezen coëfficiënt 3 tot grondslag nemen voor onze vergelijking, dan moeten wij vaststellen, dat de begroting van buitengewone uitgaven voor 1947 den coëfficiënt 1,8 bereikt ten opzichte van het gemiddelde van de laatste jaren vóór den oorlog.

Niemand kan op ernstige wijze betwisten, dat een werkelijke krachtsinspanning werd gedaan om den last van deze begroting te verminderen.

Alvorens onze aandacht te wijden aan de bespreking van de artikelen door de Commissie willen wij even stilstaan bij het algemeen uitzicht van de begroting.

De uitgaven van de buitengewone begroting worden door leening gedekt. De gezonde opvatting wil, dat alleen de beleggingsuitgaven in deze begroting worden opgenomen, om aldus het tegendeel te vinden van de leening die werd aangegaan om ze te bekostigen. Was dit niet het geval, indien gewone uitgaven door leening

à la ruine. On comprend que les années anormales d'après-guerre entraînent l'obligation de passer sur certains principes. Mais on ne peut ménager l'effort pour rentrer dans la ligne régulière.

N'y a-t-il pas, dans le budget qui nous est présenté, des dépenses qui devraient trouver place dans les budgets ordinaires. Prenons l'exemple des subsides pour distribution d'eau.

Pour une commune qui établit une distribution d'eau, c'est un travail extraordinaire dont la dépense doit être couverte par l'emprunt. L'investissement de ce capital trouve sa contre-partie dans la valeur du travail effectué.

Pour la province qui subsidie, elle donne de l'argent à fonds perdus pour elle. Elle n'a pas de contre-valeur dans un investissement qui l'intéresse en tant que pouvoir provincial. Si elle emprunte pour donner ce subside, elle augmente la valeur de ses emprunts sans contre-valeur. Si elle agissait ainsi elle se ruinerait, car il arriverait un moment où ses impôts ne suffiraient plus pour payer les amortissements des emprunts. Le subside provincial, en pareil cas, doit être prélevé sur l'ordinaire pour ne pas hypothéquer l'avenir.

C'est, dans ce domaine, le même problème pour l'Etat que pour la province.

A l'avenir, tous les subsides de ce genre devraient passer à l'ordinaire et ne plus trouver place au budget des dépenses extraordinaires.

L'équilibre du budget ordinaire et la saine compréhension du budget extraordinaire sont deux des facteurs sur lesquels repose une politique financière saine. C'est cette politique qui nous sortira des difficultés dues à la guerre et à ses lendemains.

Les parlementaires doivent faire une ventilation entre l'indispensable, le nécessaire, l'utile et l'agréable.

N'alourdissons pas, pour le moment, d'une façon exagérée, le budget ordinaire par un budget de la Dette Publique qui absorberait une trop grande partie des impôts. Les dommages de guerre, demain, vont constituer une nouvelle charge dont on ne peut mesurer actuellement la hauteur. Aussi la prudence doit-elle constituer la base de notre action.

L'économie du pays réclame une double action.

Tout d'abord, l'indispensable doit être fait pour outiller le pays, pour le sortir victorieux de la lutte qu'il faudra mener demain. La mise hors service, à cause des affaisements de terrain, du Canal de Charleroi-Bruxelles, par exemple, ne constituerait-il pas un désastre national?

Bien d'autres travaux doivent être entrepris et continués. Outiller le pays sur le terrain matériel, moral et intellectuel est une de ces nécessités sur lesquelles on ne peut hésiter.

Mais au strict nécessaire, là doit se borner notre effort actuel. Si le pays doit s'outiller, l'industriel doit en faire autant. Remettre l'industrie en position de lutter, avec

moesten worden gedekt, dan zou het land ten onder gaan. Men begrijpt, dat de abnormale naoorlogse jaren de verplichting medebrengen, sommige beginselen over het hoofd te zien. Maar men mag zich geen moeite sparen om opnieuw den regelmatigen weg te volgen.

Komen er in de begroting die ons wordt voorgelegd, geen uitgaven voor die in de gewone begrotingen thuisheoren. Nemen wij, bij voorbeeld, de toelagen voor waterleidingen.

Het aanleggen van een waterleiding beteekent voor een gemeente een buitengewoon werk, waarvan de uitgaven door een leening dienen gedekt. Het belegde kapitaal vindt zijn tegenwaarde in de waarde van het uitgevoerde werk.

Voor de provincie die een toelage verleent, beteekent dit verloren kapitaal. Zij vindt geen tegenwaarde in een belegging die haar als provinciaal bestuur aanbelangt. Indien zij, om die toelage te geven, een leening aangaat, verhoogt zij het bedrag van haar leeningen zonder tegenwaarde. Indien zij zoo handelde, zou zij te gronde gaan, want er zou een oogenblik komen, dat de belastingen niet meer volstaan om de leeningen te delgen. In dergelijk geval, dient de provinciale toelage, ten einde de toekomst niet met een hypotheek te bezwaren, op de gewone begroting uitgetrokken.

Op dat gebied, stelt zich voor den Staat hetzelfde probleem als voor de provincie.

Voortaan zouden al de toelagen van dien aard op de gewone begrotingen dienen uitgetrokken, en niet meer op de begroting van buitengewone uitgaven.

Het evenwicht van de gewone begroting en een gezond begrip van de buitengewone begroting, zijn twee factoren waarop een gezonde financieele politiek dient te berusten. Het is door een dergelijke politiek, dat wij de moeilijkheden van den oorlog en zijn naweeën zullen te boven komen.

De parlementsleden dienen een schifting te doen tusschen het onontbeerlijke, het noodzakelijke, het nuttige en het aangename.

Verzwaren wij thans niet, op overdreven wijze, de gewone begroting door een Rijksschuldbegroting die een te groot deel van de belastingen zou opsorpen. Weldra zal de oorlogsschade ons een nieuwen last op de schouders leggen, waarvan wij thans nog niet den vollen omvang kunnen meten. Wij moeten ons dan ook, in al onze handelingen, door de voorzichtigheid laten leiden.

's Lands economie vereischt een dubbele werking.

Vooreerst, dient het noodzakelijke gedaan on het land uit te rusten, opdat het zegevierend uit den strijd zou komen dien het morgen zal te leveren hebben. Zou, bij voorbeeld, het buiten gebruik stellen van het kanaal Charleroi-Brussel, tengevolge van grondverzakkingen, niet een nationale ramp beteekenen?

Veel andere werken nog dienen ondernomen en voortgezet. Het is dringend noodzakelijk het land op materieel, moreel en intellectueel gebied weder uit te rusten.

Maar onze huidige inspanning dient zich tot het strikt noodzakelijke te beperken. Niet alleen het land dient zich weder uit te rusten, ook de nijveraar moet het doen.

chance de succès, sur le marché mondial va nécessiter l'immobilisation de capitaux importants. Nous devons, pour cette raison, remettre à plus tard des travaux qui ne sont pas de nécessité absolue de façon à permettre à l'industrie d'avoir une soupape par où passeraient les crédits qu'elle a besoin et qu'elle a tant de difficultés de se procurer actuellement.

D'autre part, pour le moment, rien n'est stable. Le monde vit toujours sur un volcan qui n'est plus en pleine activité, mais dont l'action dévastatrice n'est pas disparue complètement.

De quoi demain sera-t-il fait ? Personne ne peut le dire ; raison de plus pour crier prudence.

Prudence encore, car demain, sur le terrain économique même, ne verrons-nous pas la crise ? Certains économistes, et non des moindres, voient déjà poindre à l'horizon les premiers symptômes d'une période de dépression.

La Commission, unanime, a constaté l'effort du Gouvernement pour réduire les dépenses extraordinaires pour des raisons budgétaires, financières et économiques.

C'est dans le même but que la Commission a poussé très loin l'examen des articles du budget des dépenses extraordinaires. Elle a voulu se rendre compte si d'autres restrictions ne pouvaient être opérées.

Article 8. — Un amendement de M. Discry en demande la suppression. En comparaison avec 1946 il est en diminution de 20 millions, soit des 2/3. Les 10 millions inscrits à cet article sont destinés à allouer des subsides pour distributions d'eau, égouts, établissements hospitaliers.

Dans une note écrite, M. le Ministre dit :

« *Article 8.* — Tous les postes de cet article sont des engagements déjà pris. Il ne pourrait être question de les renier actuellement. »

Après discussion, l'amendement est rejeté et l'article adopté par 11 voix contre 8.

Un addenda à cet article dit que les crédits pourront être transférés aux différents littéras de l'article, suivant qu'il peut y avoir excédent d'un côté ou manquant de l'autre.

Des membres estiment que c'est une dérogation aux règles de la comptabilité de l'Etat. Si des crédits affectés à un point déterminé sont insuffisants, que le Gouvernement demande une augmentation lors de la régularisation annuelle des budgets.

D'autres pensent qu'en pratique on a toujours agit ainsi. Que, d'autre part, c'est augmenter les difficultés d'admi-

Onze nijverheid weer in staat stellen om, met kans op succes, den strijd op de wereldmacht weer aan te binden, zal de belegging vergen van belangrijke kapitalen. Om die reden, dient de uitvoering van werken, die niet volstrekt noodzakelijk zijn, tot later uitgesteld, zoodat aan de nijverheid een uitweg wordt gelaten om zich de noodige kredieten, die zij thans zoo moeilijk kan vinden, te verschaffen.

Anderzijds, is er thans niets meer vast. De wereld leeft nog steeds op een vulkaan, die wel niet meer in volle werking is maar waarvan de vernielende invloeden nog niet heelemaal zijn verdwenen.

Wat staat ons morgen te wachten ? Niemand kan het zeggen ; een reden te meer om tot voorzichtigheid aan te sporen.

Steeds voorzichtigheid, want zal morgen, zelfs op economisch gebied, geen nieuwe crisis uitbreken ? Sommige economen, en niet van de minsten, zien reeds aan den horizon de eerste kenteekenen van een periode van economische inzinking opduiken.

De Commissie heeft eenstemmig de inspanning van de Regeering vastgesteld om de buitengewone uitgaven, om redenen van budgetairen, financieelen en economischen aard te verminderen.

De Commissie heeft, met hetzelfde doel, de artikelen van de begroting van buitengewone uitgaven aan een zeer grondige bespreking onderworpen. Zij heeft er zich rekenschap willen van geven, of geen andere beperkingen meer mogelijk waren.

Artikel 8. — Een amendement van den heer Discry vraagt intrekking er van. In vergelijking met 1946, is er een vermindering van 20 miljoen, hetzij de 2/3. De op dit artikel ingeschreven 10 miljoen zijn bestemd voor het verleen van toelagen voor waterleidingen, rioleeringen, verplegingsinrichtingen.

De heer Minister verklaarde in een schriftelijke nota :

« *Artikel 8.* — Al de posten van dit artikel zijn bestemd om reeds aangegane verbintenissen na te komen. Er kan geen sprake van zijn die thans te verloochenen. »

Na bespreking werd het amendement verworpen en het artikel met 11 stemmen tegen 8 aangenomen.

In een addendum bij dit artikel wordt gezegd, dat de kredieten van het eene naar het andere littera zullen kunnen overgeschreven worden, naargelang er, eenerzijds, een overschot of, anderzijds, een tekort mocht zijn.

Sommige leden zijn van oordeel, dat dit een afwijking beteekent van de regelen der Rijkscomptabiliteit. Zoo kredieten, die voor een bepaalden post zijn bestemd, onvoldoende zijn, kan de Regeering een verhooging aanvragen bij gelegenheid van de jaarlijksche regularisatie der begrotingen.

Anderen zijn van meening dat men, in de praktijk, steeds aldus is te werk gegaan. Zij doen opmerken, dat

nistration et retarder inutilement des paiements qui sont parfois très urgents.

Au vote l'addenda est approuvé par 11 voix contre 8.

*
**

Article 9. — M. Discry, par amendement, en demande la suppression. C'est un poste de 125 millions décomposé en deux parties.

La première comporte 50 millions pour la création de 3 plaines de délassement, une en partie flamande du pays, une en Wallonie et une à Boitsfort.

Une très longue discussion s'engage sur cette question.

Y a-t-il nécessité de créer maintenant ces parcs de délassement ?

Si on les créait, rendraient-ils les services que l'on attend d'eux ?

Doivent-ils être si importants qu'on le prévoit ?

Ne vaut-il pas mieux multiplier le nombre de petits parcs que de n'en avoir que 3 grands ?

Un élément nouveau est alors apporté au débat : les parcs seront aussi des écoles de moniteurs. Cet élément nouveau est-il de nature à justifier la dépense prévue pour les 3 parcs.

Certains membres défendent la nécessité de ces parcs.

M. Rassart dépose un amendement pour réduire la somme prévue.

M. Philippart dépose un sous-amendement à celui de M. Rassart.

En l'absence de M. le Ministre compétent, un fonctionnaire expose le point de vue du Ministère de la Santé. Une note écrite est déposée :

« *Article 9.* — Le premier crédit de 50 millions est inscrit au budget en vertu d'une décision gouvernementale de transformer l'hippodrome de Boitsfort en un parc de délassement et d'établir des parcs analogues, l'un en Wallonie, l'autre en Flandre.

Quant au crédit de 75 millions, une erreur de rédaction s'est glissée dans son libellé. Ce crédit, en effet, n'est pas destiné exclusivement à l'acquisition et à l'aménagement d'Auberges de Jeunesse, mais à l'intervention dans les frais d'établissement de plaines de jeux, piscines et autres établissements d'éducation physique ou de plein air, ainsi qu'à l'acquisition et à l'aménagement d'Auberges de Jeunesse. »

L'amendement déposé par M. Van Wallegghem pour réduire le crédit de 125 à 65 millions et augmenter l'article 27, canal de Charleroi-Bruxelles, de 20 millions est discuté.

Au vote, l'amendement de M. Rassart est rejeté par 4 voix pour, 14 contre et une abstention. Le sous-amendement de M. Philippart tombe.

dit de les administrer. Les difficultés d'administration et de gestion, qui sont très nombreuses, sont très graves et très urgentes.

Bij de stemming, wordt het addendum met 11 tegen 8 stemmen aangenomen.

*
**

Een amendement van den heer Discry vraagt intrekking er van. Het betreft een post van 125 miljoen, die in twee rubrieken is onderverdeeld.

De eerste behelst 50 miljoen voor de aanlegging van drie ontspanningsparken, een in het Vlaamsch gedeelte van het land, een in het Waalsch gedeelte en een te Boschvoorde.

Dit punt is het voorwerp van een lange bespreking.

Is het noodig nu drie ontspanningsparken op te richten ?

Zouden ze, zoo ze opgericht worden, het nut opleveren, dat men er van verwacht ?

Dienen ze zoo groot te zijn als voorzien ?

Zou het niet beter zijn een groot aantal kleine parken aan te leggen dan drie groote ?

Een nieuw element wordt dan in het debat gebracht : de parken zullen ook monitorscholen zijn. Kan dit nieuw element de uitgave, voorzien voor de 3 parken, rechtvaardigen ?

Zekere leden verdedigen de noodwendigheid van die parken.

De heer Rassart dient een amendement in tot inkrimping van de voorziene som.

De heer Philippart stelt een sub-amendement voor op dat van den heer Rassart.

Bij afwezigheid van den heer Minister, zet een ambtenaar de opvatting van het Ministerie van Volksgezondheid uiteen. Er wordt een schriftelijke nota ingediend :

« *Artikel 9.* — Het eerste krediet van 50 miljoen werd in de Begrooting ingeschreven krachtens een regeeringsbeslissing van de renbaan van Boschvoorde een ontspanningspark te maken en gelijkaardige parken, het eene in Wallonië, het andere in Vlaanderen, in te richten.

Wat het krediet van 75 miljoen betreft, is een stelfout geslopen in den tekst. Dit krediet is, inderdaad, niet uitsluitend bestemd voor den aankoop en de inrichting van Jeugdherbergen, maar voert tusschenkomst in de kosten voor aanleg van speelpleinen, zwemdokken, en andere instellingen voor lichamelijke opvoeding of open luchtwerken, alsook voor den aankoop en de inrichting van Jeugdherbergen ».

Het door den heer Van Wallegghem voorgestelde amendement tot vermindering van het krediet van 125 tot 65 miljoen en tot vermeerdering van artikel 27, Kanaal Brussel-Charleroi, met 20 miljoen, wordt besproken.

Bij de stemming wordt het amendement van den heer Rassart verworpen met 14 tegen 4 stemmen en 1 onthouding. Het sub-amendement van den heer Philippart valt weg.

Le crédit de 50 millions est rejeté par 17 voix contre 4.

La deuxième partie de l'article visant un crédit de 75 millions pour subsidier les communes pour établir des plaines de jeux, après discussion, est rejetée par 11 voix contre 9 et 1 abstention.

L'article étant rejeté, M. Van Wallegghem retire la première partie de son amendement.

**

Article 10. — Un amendement de M. Discry en demande la suppression. Il s'agit d'un crédit de 14.750.000 francs pour l'aménagement de la plage d'Hofstade.

On conteste la nécessité de dépenser de l'argent pour cet aménagement. On peut attendre des jours meilleurs. Après discussion, l'amendement est approuvé par 11 voix contre 9 et 1 abstention. L'article 10 doit donc être supprimé du tableau annexé au budget.

Une note écrite avait été remise :

Article 10. — Mise en état du domaine d'Hofstade.

Ce crédit est inscrit au budget de 1947 pour parachever les travaux de mise en état d'Hofstade. Ces travaux ont été entrepris dès la libération du domaine par les Américains (1946). Ils doivent être menés à bonne fin pour répondre au vœu du Gouvernement et de la population tout entière.

**

Article 14. — Un amendement de M. Discry en demande la suppression.

Il s'agit d'une avance récupérable de 100.000 francs pour les élections des Conseils de l'Ordre des Médecins.

Une note écrite fut remise par le Département.

Article 14. — Il ne peut être question de supprimer les frais prévus pour l'organisation des élections des Conseils de l'Ordre des Médecins, sous peine d'empêcher la création de cette institution dont le Corps médical ne cesse de réclamer énergiquement la mise en activité. (Récupérable.)

Après examen de la question, l'amendement est approuvé par 11 voix contre 6 et 1 abstention.

L'article 14 du tableau est donc supprimé.

**

Article 15. — Import 6.440.000 francs, en vue de la construction, l'élargissement des chemins forestiers, etc. Un amendement de M. Discry en demande la suppression.

Deux thèses sont discutées. L'une défend l'idée que ces travaux rentrent dans le cadre des dépenses ordinaires

Het krediet van 50 miljoen wordt met 17 tegen 4 stemmen verworpen.

Het tweede deel van het artikel, slaande op een krediet van 75 miljoen voor toelagen aan de gemeenten voor het aanleggen van speelpleinen wordt, na bespreking, met 11 tegen 9 stemmen en 1 onthouding verworpen.

Daar het artikel wordt verworpen, trekt de heer Van Wallegghem het eerste deel van zijn amendement in.

**

Artikel 10. — Een amendement van den heer Discry vraagt weglating er van. Het gaat over een krediet van 14.750.000 frank voor de inrichting van het strand van Hofstade.

Men betwist de noodwendigheid om geld uit te geven voor die inrichting. Er kan tot betere tijden gewacht worden. Na bespreking, wordt het amendement goedgekeurd met 11 tegen 9 stemmen en 1 onthouding. Artikel 10 dient, derhalve, te worden weggelaten uit de tabel bij de begroting.

Er werd een schriftelijke nota overgemaakt :

Artikel 10. — Inrichting van het domein van Hofstade.

Dit krediet werd in de begroting van 1947 ingeschreven om de werken tot wederinrichting van Hofstade te voltooien. Deze werken werden aangevat, na de teruggeve van het domein door de Amerikanen (1946). Zij dienen tot een goed einde gebracht om te beantwoorden aan den wensch van de Regeering en van de geheele bevolking.

**

Artikel 14. — Een amendement van den heer Discry vraagt weglating er van.

Het gaat over een verhaalbaar voorschot van 10.000 fr. voor de verkiezingen van de Orde der Geneesheeren.

Een schriftelijke nota werd door het Departement overgemaakt.

Artikel 14. — Er kan geen sprake van zijn de kosten, voorzien voor de verkiezingen van de Raden van de Orde der Geneesheeren, weg te laten, op gevaar af de oprichting te verhinderen van deze instelling, waarvan het Geneeskundig Korps voortdurend en met klem de inwerkingstelling eischt (Verhaalbaar).

Na onderzoek van de kwestie, wordt het amendement met 11 tegen 6 stemmen en 1 onthouding goedgekeurd.

Artikel 14 van de tabel wordt, derhalve, weggelaten.

**

Artikel 15. — Bedrag van 6.440.000 frank voor den aanleg, de verbreding der boschwegen, enz. Een amendement van den heer Discry vraagt weglating er van.

Twee stellingen worden besproken. De eene verdedigt de opvatting dat die werken in het bestek van de gewone

L'autre donne une note contraire et démontre que ce sont bien des travaux extraordinaires.

L'article est adopté par 15 voix contre 4.

**

Article 18. — M. Discry, par amendement, demande la suppression des crédits suivants repris dans cet article du tableau :

5 millions pour le passage à niveau de Nivelles;
4 millions pour le passage S^{te} Croix à Namur;
10 millions pour la route de Wallonie.

M. Discry a posé la question suivante :

Article 18. — Une somme de cinq millions est prévue pour la suppression du passage à niveau de Nivelles. La même rubrique figure à l'article 68 avec une somme de 8 millions. N'y a-t-il pas double emploi ?

RÉPONSE :

Article 18. — Il n'y a pas de double emploi entre les crédits de 5 millions et de 8 millions prévus respectivement au Département des Travaux publics et à celui des Communications, ces crédits se justifiant par l'intervention des deux départements dans des travaux connexes en vue de la suppression du passage à niveau de Nivelles, les Travaux publics n'étant astreints qu'à l'établissement de la chaussée, les travaux préliminaires étant à charge des Communications.

Après s'être rendu compte de l'importance de la question à un double point de vue : urbanisation et électrification de la ligne Charleroi-Bruxelles, la dépense pour le passage à niveau de Nivelles est approuvée par 11 voix contre 8 et 1 abstention.

4 millions : Passage S^{te} Croix à Namur. Il s'agit de l'achèvement d'un pont pour permettre d'utiliser le contournement d'un passage à niveau et de faire disparaître ses effets néfastes. Les travaux furent commencés avant guerre, ils sont déjà forts avancés. Les supports du pont furent alors construits. En 1946 on a continué les travaux par des terrassements. Il s'agit maintenant de mettre le tablier sur le pont.

Cette dépense engagée si loin déjà est approuvée par 11 voix contre 6 et 1 abstention.

10 millions. Route de la Wallonie.

On veut créer une artère importante pour relier le Tournais au pays de Liège. Il s'agit de relier par route tous les centres industriels de Wallonie. On utilisera, là où c'est possible, les routes existantes en les améliorant. Ce travail se répartira sur plusieurs années.

La dépense est approuvée par 11 voix contre 7 et 1 abstention.

**

uitgaven vallen. De andere houdt het tegendeel staande en bewijst, dat het wel dagelijks buitengewone werken zijn.

Het artikel wordt met 15 tegen 4 stemmen aangenomen.

**

Artikel 18. — De heer Discry vraagt, bij amendement, weglating van de volgende kredieten, vermeld in dit artikel van de tabel :

5 miljoen voor den overweg te Nijvel;
4 miljoen voor den overweg van S^{te} Croix te Namen;
10 miljoen voor de « route de Wallonie ».

De heer Discry stelt volgende vraag :

Artikel 18. — Een som van vijf miljoen wordt voorzien voor de afschaffing van den overweg te Nijvel. Dezelfde rubriek komt voor in artikel 68 met een som van 8 miljoen. Is hier geen dubbel geboekte post ?

ANTWOORD :

Artikel 18. — Er is geen dubbel geboekte post in verband met de kredieten van 5 miljoen en 8 miljoen die onderscheidenlijk worden voorzien in het Departement van Openbare Werken en in het Ministerie van Verkeerswezen, daar deze kredieten worden gebillijkt door de tusschenkomst van beide Departementen in samenhangende werken tot afschaffing van den overweg te Nijvel, vermits Openbare Werken alleen gehouden is den weg te trekken, terwijl de voorbereidende werken ten laste vallen van Verkeerswezen.

Na zich rekenschap te hebben gegeven van de belangrijkheid van de kwestie, in het dubbel opzicht van stedsbouw en electrificatie van de lijn Charleroi-Brussel, werd de uitgave voor den overweg te Nijvel goedgekeurd met 11 stemmen tegen 8, en 1 onthouding.

4 miljoen : Overweg van Sainte-Croix, te Namen. Het gaat hier om de voltooiing van een brug om een overweg te kunnen vermijden die steeds veel gevaar heeft opgeleverd. De werken worden vóór den oorlog aangevat en zijn reeds ver gevorderd. De draagstukken van de brug werden toen reeds gebouwd. In 1946, werden de werken voortgezet met de uitvoering van grondwerken. Thans moet nog het bruggedek worden geplaatst.

Deze reeds zoo ver vastgelegde uitgave werd goedgekeurd met 11 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

10 miljoen. « Route de Wallonie ».

Men wil een grooten verkeersweg aanleggen om het Doorniksch te verbinden met het land van Luik. Het gaat over de verbinding, langs de baan, van alle nijverheidscentra van Wallonië. Waar het mogelijk is, zullen de bestaande wegen worden gebruikt na verbetering. Dit werk zal over verschillende jaren worden verdeeld.

De uitgave werd goedgekeurd met 11 stemmen tegen 7 en 1 onthouding.

**

Article 19. — M. Discry, par amendement, propose la suppression de cet article d'un import de 40 millions pour construction d'auto-routes.

A la question suivante :

Article 19. — 40 millions « destinés » à la liquidation des entreprises en cours : pourrait-on savoir de quelles entreprises il s'agit ?

Il fut répondu :

Article 19. — Autoroutes : fr. 40.000.000,—.

Ce crédit se subdivise en deux :

1) Contournement de Liège, par le nord, section Loncin-Battice, fr. 30.000.000,— inclus dans l'ancien programme des autoroutes ;

2) achèvement des entreprises en cours sur la section Saint-Denis-Westrem-Jabbeke de l'autoroute Bruxelles-Ostende : fr. 10.000.000,—.

1) Les travaux du contournement de Liège par le nord ont été largement entamés avant guerre et, en 1946, des nouveaux crédits ont été affectés à l'achèvement de deux viaducs devant donner passage à cette artère, travaux qui avaient dû être statés par ordre de l'occupant pendant la guerre. Il s'impose de rendre l'essor à ce projet de contournement de Liège dont la réalisation s'avère de plus en plus être indispensable pour la circulation dans cette région et pour éviter de laisser pendant longtemps encore improductives les dépenses consenties.

2) Les travaux de l'autoroute Bruxelles-Ostende ont été réduits à un strict minimum ; les 10 millions prévus au projet de budget n'ont d'autre but que l'achèvement des entreprises en cours, dans la section Saint-Denis-Westrem-Jabbeke, où la nouvelle voie est presque achevée.

Après une très longue discussion qui fut pleine d'enseignement, l'amendement fut rejeté et l'article approuvé par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

..

Article 20. — Un amendement de M. Discry demande la suppression de cet article pour acquisition de terrains pour travaux de voirie. Cet article comporte une dépense de 60 millions.

La question suivante à été posée :

Article 20. — Je désirerais connaître dans ce poste de 60 millions la part qui est affectée aux travaux repris aux articles 17, 18 et 19 et celle qui est relative « à l'exécution de certains travaux qui s'imposeront dans un avenir prochain. »

Pourrait-on connaître quels sont ces travaux ?

Artikel 19. — De heer Discry vraagt, bij amendement, weglating van dit artikel ten bedrage van 40 miljoen voor het aanleggen van autowegen.

Op de volgende vraag :

Artikel 19. — 40 miljoen « bestemd » voor de vereffening der in gang zijnde werken : zou men mogen weten over welke werken het gaat ?

Werd geantwoord :

Artikel 19. — Autowegen : 40.000.000 frank.

Dit krediet wordt ingedeeld als volgt :

1) Omtrekking van Luik, langs het Noorden, sectie Loncin-Battice, 30.000.000 frank, begrepen in het oud programma der autowegen ;

2) Voltooiing van de uitgevoerde werken op de sectie Sint-Denijs-Westrem-Jabbeke, van den autoweg Brussel-Oostende : 10.000.000 frank.

1) De werken voor het omtrekken van Luik langs het Noorden werden, grootendeels, aangevat vóór den oorlog, en, in 1946, werden nieuwe kredieten bestemd voor de voltooiing van twee viaducten om een doortocht te verschaffen aan dien grooten weg, werken die tijdens den oorlog op bevel van den bezetter werden stopgezet. Het is noodig dit ontwerp van omtrekking van Luik verder uit te werken, daar de verwezenlijking er van steeds meer onmisbaar blijkt voor het verkeer in deze streek en om te voorkomen, dat ingewilligde uitgaven nog lang onproductief zouden worden gelaten.

2) De werken aan den autoweg Brussel-Oostende werden tot een streng minimum herleid ; de op het begrootingsontwerp voorziene 10 miljoen beoogen alleen de voltooiing van de aan den gang zijnde werken op de sectie Sint-Denijs-Westrem-Jabbeke, waar de nieuwe verkeersstrook nagenoeg is voltrokken.

Na een zeer lange en leerzame bespreking werd het amendement verworpen en het artikel goedgekeurd met 12 stemmen tegen 3 en 2 onthoudingen.

..

Artikel 20. — Bij amendement van den heer Discry wordt weglating gevraagd van ditt artikel (aankoop van gronden voor bouwwerken). Dit artikel voorziet een uitgave van 60 miljoen.

De volgende vraag werd gesteld :

Artikel 20. — Ik zou wenschen te weten welk deel van dien post van 60 miljoen is bestemd voor de werken voorzien onder artikelen 17, 18 en 19, en welk deel betrekking heeft op de « uitvoering van sommige werken die zich in de naaste toekomst zullen opdringen ».

Mag men weten welke deze werken zijn ?

Il fut répondu :

Article 20. — Il est impossible de donner autre chose qu'un ordre de grandeur des crédits qui doivent être affectés ou qui seront effectivement utilisés aux acquisitions de terrain nécessaires à l'exécution des travaux prévus aux articles du budget pour 1947. Ces éléments dépendent en ordre principal des Comité d'acquisition (Ministère des Finances) et des difficultés rencontrées dans les négociations.

Il faut néanmoins prévoir des sommes suffisantes au budget. C'est ainsi que pour pouvoir exécuter des travaux en 1948, il est nécessaire de disposer des terrains et par conséquent de commencer dès 1947 les formalités d'acquisition.

Cela étant, les crédits demandés par la Direction générale des routes sont basés sur des prévisions très grossières résultant des constatations faites au cours d'exercices antérieurs. C'est ainsi que pour l'année 1947, la somme de 60 millions demandée se subdivise en :

- | | |
|--|-------------|
| 1. Pour réalisation d'alignements . . . fr. | 15 millions |
| 2. Pour expropriations encore nécessaires à l'exécution des travaux prévus pour 1947 | 15 » |
| 3. Pour terrains nécessaires aux travaux prévus pour l'avenir | 30 » |

En vertu de ce qui précède, ces chiffres ne sont donnés qu'à titre exemplatif et ne peuvent pas engager les Comités d'acquisition, qui doivent pouvoir, selon les besoins, modifier cette répartition, faute de quoi une entrave sérieuse s'ajouterait aux difficultés très nombreuses qu'ils rencontrent actuellement pour fournir dans les délais prévus les terrains nécessaires aux travaux. La liste ci-après des travaux envisagés pour un avenir prochain n'est également donnée qu'à titre indicatif et sans engagement aucun de l'époque à laquelle ces travaux pourront être exécutés.



Marchienne-au-Pont : jonction des routes n° 21 et 22 pour le raccordement au pont sur la Sambre, déjà adjugé.

Prolongement de la route du Condroz.

Prolongement d'une 2^e section de la route de Wallonie.

Marcinelle : Suppression du passage à niveau dit de Philippeville avec reconstruction du pont du même nom sur la Sambre pour raccordement au Boulevard de la Sambre, en construction à Charleroi.

Elargissement de la route n° 1bis, section Boom-Anvers, avec suppression des passages à niveau de Boom à Wilrijk.

Elargissement de la route n° 14, à commencer par la section Gand-Deinze.

Het antwoord luidde :

Artikel 20. — Het is onmogelijk een benaderend cijfer op te geven van de kredieten die moeten worden bestemd of werkelijk zullen worden gebruikt voor de grondaankopen die nodig zijn voor de uitvoering van de in de artikelen van de begroting voor 1947 voorziene werken. Deze gegevens hangen, in hoofdzaak, af van de Aankoopcommissiën (Ministerie van Financiën) en van de moeilijkheden welke zich bij de onderhandelingen voordoen.

Nochtans is het nodig, op de begroting voldoende sommen te voorzien. Aldus, om in 1948 werken te kunnen uitvoeren, is het nodig over de gronden te beschikken en, derhalve, reeds in 1947, de aankoopformaliteiten aan te vatten.

De door de Algemeene directie der wegen aangevraagde kredieten berusten dan ook op zeer oppervlakkige ramingen, ingegeven door de tijdens vroegere dienstjaren gedane vaststellingen. Aldus wordt de voor 1947 aangevraagde som van 60 miljoen ingedeeld als volgt :

- | | |
|---|----------------|
| 1. Voor het verwezenlijken van rooijlijnen | fr. 15 miljoen |
| 2. Voor onteigeningen nog nodig voor de uitvoering der voor 1947 voorziene werken | 15 » |
| 3. Voor gronden nodig voor in de toekomst uit te voeren werken | 30 » |

Krachtens hetgeen voorafgaat, worden die cijfers slechts als voorbeelden gegeven, zonder de Aankoopcommissiën te kunnen binden, daar deze, volgens de noodwendigheden, die verdeling moeten kunnen wijzigen, aangezien anders een nieuwe belemmering zou worden gevoegd bij de zeer talrijke moeilijkheden die zij thans ontmoeten om, binnen de voorziene termijnen, de voor de werken nodige gronden te verschaffen. De hiernavolgende lijst van de binnen afzienbaren tijd voorgenomen werken wordt insgelijks slechts als aanduiding verschaft en zonder eenige verbintenis omtrent het oogenblik waarop die werken zullen kunnen worden uitgevoerd.



Marchienne-au-Pont : verbinding van de wegen n° 21 en 22 voor de aansluiting met de brug over de Sambre, reeds aanbesteed.

Verlenging van den weg van Condroz.

Verlenging van een 2^e vak van de « route de Wallonie ».

Marcinelle : afschaffing van den overweg genaamd « van Philippeville », met herbouwen van de brug met zelfde benaming over de Sambre, voor aansluiting met den « Boulevard de la Sambre », in aanleg te Charleroi.

Verbreeding van den weg n° 1bis, vak Boom-Antwerpen, met afschaffing van de overwegen van Boom tot Wilrijk.

Verbreeding van den weg n° 14, te beginnen met het vak Gent-Deinze.

Amélioration de la route Bruxelles-Liège.

Dédoublement de la route Bruxelles-Namur.

L'article fut approuvé par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

Article 21. — C'est ici M. Coppé qui demande la suppression de cette dépense de 10 millions prévue pour la suppression du passage à niveau de Courtrai. Il estime que ce travail peut attendre.

Ce travail est engagé. Déjà 15 millions y furent dépensés en 1946. C'est la 2^e tranche de 10 millions d'un travail estimé à 25 millions.

Au vote, l'amendement de M. Coppé fut repoussé. et l'article adopté par 11 voix contre 6.

Il fut répondu ce qui suit à une question posée :

Article 21. — Ce crédit est la continuation d'un crédit de 15 millions qui sera sollicité à la Législature au Feuilleton des crédits supplémentaires de l'exercice 1946.

Somme engagée jusqu'à présent : 15.000.000 en 1946.

Article 23. — M. Discry, par amendement, demande de réduire le crédit de 195 à 45 millions pour construction de bâtiments scolaires.

Il a' d'autre part, été posé la question suivante :

Article 23. — Je désirerais avoir des précisions sur les différents travaux de construction et de transformation des bâtiments des services de l'Etat dont le coût s'élève à 310 millions, notamment en ce qui concerne le poste de l'instruction publique fixé à 195 millions.

Ci-dessous le long travail fourni comme réponse.

Article 23. — Voici le programme prévu pour 1947 :

RECAPITULATION.

Administration générale	10.000.000
Instruction Publique	195.000.000
Finances	20.000.000
Justice	13.000.000
Agriculture	8.650.000
Intérieur et Gendarmerie	27.000.000
Travaux Publics	17.850.000
Imprévus divers.....	19.000.000

310.500.000

Verbetering van den weg Brussel-Luik.

Ontdubbeling van den weg Brussel-Namen.

Het artikel werd goedgekeurd met 11 stemmen tegen 4, bij 2 onthoudingen.

Artikel 21. — Bij dit artikel, vraagt de heer Coppé weglating van de uitgave van 10 miljoen, voorzien voor de afschaffing van den overweg te Kortrijk. Hij is van oordeel, dat dit werk kan wachten.

Dit werk is aangevat. Reeds 15 miljoen werden er voor uitgegeven, in 1946. Het gaat hier over de tweede schijf van een werk, dat op 25 miljoen wordt geraamd.

Bij de stemming werd het amendement van den heer Coppé verworpen, en het artikel goedgekeurd met 11 stemmen tegen 6.

Het volgende werd geantwoord op een vraag :

Artikel 21. — Dit krediet is de voortzetting van een krediet van 15 miljoen, dat aan den Wetgever zal worden gevraagd in het Feuilleton der bijkredieten voor het dienstjaar 1946.

Tot op heden reeds vastgelegde som : 15.000.000 in 1946.

Artikel 23. — Bij amendement, vraagt de heer Discry vermindering van 195 tot 45 miljoen voor het bouwen van schoolgebouwen.

Anderzijds, werd volgende vraag gesteld :

Artikel 23. — Ik zou graag nadere bijzonderheden vernemen over de verschillende werken bestaande in het optrekken en ombouwen van gebouwen der Staatsdiensten, waarvan de kosten 310 miljoen bedragen, inzonderheid wat den post voor het openbaar onderwijs betreft, vastgesteld op 195 miljoen.

Hierna volgt de als antwoord verstrekte lange opsomming.

Artikel 23. — Ziehier het voor 1947 voorziene program :

Algemeen bestuur	10.000.000
Openbaar Onderwijs	195.000.000
Financiën	20.000.000
Justitie.....	13.000.000
Landbouw	8.650.000
Binnenlandsche Zaken en Rijkswacht	27.000.000
Openbare Werken	17.850.000
Onvoorzien uitgaven	19.000.000

310.500.000

ADMINISTRATION GENERALE.

ALGEMEEN BESTUUR.

1. — Monuments commémoratifs ... fr. 10.000.000

1. — Gedenkteekens ... fr. 10.000.000

Département de l'Instruction Publique.

Departement van Openbaar Onderwijs.

1. — Musée d'Histoire naturelle.
Honoraires d'architecte ... 800.0001. — Natuurhistorisch Museum.
Eereloonen voor architect ... 800.0002. — Musée d'Histoire naturelle.
Travaux de vitrerie, peinture, quin-
caillerie ... 6.500.0002. — Natuurhistorisch Museum.
Glazenmakers, schilders en ijzerwerk ... 6.500.0003. — Laeken. — Ecole normale de l'Etat,
rue des Chrysanthèmes et honoraires
d'architecte... 5.000.000
(Première tranche d'une dépense to-
tale de 40 millions).3. — Laken. — Rijksnormaalschool, Gan-
zenbloemenstraat en eereloonen van
architect ... 5.000.000
(Eerste schijf van een totale uitgave
van 40 miljoen.)4. — Wavre. — Athénée.
Construction et honoraires d'archi-
tecte (première tranche)... 20.000.0004. — Waver. — Atheneum.
Bouw en eereloonen van architect
(eerste schijf) ... 20.000.0005. — Tirlemont. — Athénée.
Achat de terrain — nouveaux bâti-
ments, gros œuvre. (Première tranche
d'une dépense totale de 17 millions) 6.000.0005. — Tienen. — Atheneum.
Aankoop grond — nieuwe gebouwen
ruwbouw (Eerste schijf van een to-
tale uitgave van 17 miljoen) ... 6.000.0006. — Roulers. — Nouvelle école moyenne
— première tranche — gros œuvre.
(Première tranche d'une dépense de
10 millions)... 4.000.0006. — Roeselare. — Nieuwe Middelbare
school — eerste schijf — ruwbouw.
(Eerste schijf van een uitgave van
10 miljoen) ... 4.000.0007. — Dixmude. — Nouvelle école moyenne
(première tranche d'une dépense de
5 millions). Première tranche gros
œuvre ... 2.000.0007. — Diksmuide. — Nieuwe Middelbare
school (eerste schijf van een uitgave
van 5 miljoen). Eerste schijf ruw-
bouw... 2.000.0008. — Gand. — Université de l'Etat.
a) Auditorioires de Pathologie géné-
rale ... 1.000.000
b) Cliniques allée Pasteur. — Agran-
dissement de la section de M. le
professeur De Wit ... 500.000
c) Auditorioire : Chimie, Botanique,
Histoire naturelle ... 4.000.000
d) Institut d'anatomie pathologique 1.500.000
e) Projet d'étude. — Institut de Phi-
losophie et Lettres. — Honoraires 500.0008. — Gent. — Rijksuniversiteit.
a) Auditoria voor Algemeene Ziek-
tenleer ... 1.000.000
b) Klinieken Pasteurdreef. — Uit-
breiding der afdeeling van den
H. Professor De Wit... 500.000
c) Auditorium : Scheikunde, Plan-
tenkunde, Natuurkunde ... 4.000.000
d) Instituut Pathologische Anatomie 1.500.000
e) Ontwerp studie. — Instituut Let-
terkunde en Wijsbegeerte. — Ho-
noria ... 500.0009. — Chimay. — Athénée.
Reprise et continuation des travaux
arrêtés pendant la guerre. (Première
tranche d'une dépense totale de 10 mil-
lions) ... 4.000.0009. — Chimay. — Atheneum.
Hervatting en voortzetting van de
tijdens den oorlog stopgezette werken.
(Eerste schijf van een totale uitgave
van 10 miljoen.) ... 4.000.00010. — Châtelet. — Ecole moyenne pour
jeunes filles. — Reprise et continua-10. — Châtelet. — Middelbare Meisjes-
school. — Hervatting en voortzetting

tion des travaux arrêtés pendant la guerre. (Première tranche d'une dépense totale de 6,5 millions francs).	3.000.000	van tijdens den oorlog stopgezette werken. (Eerste schijf van een totale uitgave van 6,5 miljoen frank.)	3.000.000
11. — <i>Morlanwelz</i> . — Musée professionnel. Réprise et continuation des travaux arrêtés pendant la guerre. (Première tranche d'une dépense totale de 3,5 millions francs) ...	2.000.000	11. — <i>Morlanwelz</i> . Vakmuseum. Hervatting en voortzetting van tijdens den oorlog stopgezette werken. (Eerste schijf van een totale uitgave van 3,5 miljoen frank) ...	2.000.000
12. — <i>Tournai</i> . — Ecole moyenne pour jeunes filles. (Première tranche d'une dépense totale de 10 millions de fr.)	3.000.000	12. — <i>Doornik</i> . — Middelbare Meisjes-school. (Eerste schijf van een totale uitgave van 10 miljoen frank) ...	3.000.000
13. — <i>Eysden</i> . — Ecole moyenne de l'Etat. Travaux d'extension. (Première tranche d'une dépense totale de 12 millions) ...	6.000.000	13. — <i>Eisden</i> . — Rijksmiddelbare school. Vergrootingswerken. (Eerste schijf van een totale uitgaven van 12 miljoen) ...	6.000.000
14. — <i>Hasselt</i> . — Ecole moyenne de l'Etat. Jeunes filles. — Travaux d'extension.	5.300.000	14. — <i>Hasselt</i> . — Rijksmiddelbare school. Meisjes. — Vergrootingswerken ...	5.300.000
15. — <i>Hasselt</i> . — Ecole moyenne de l'Etat. Jeunes filles. — Chauffage central ...	900.000	15. — <i>Hasselt</i> . — Rijksmiddelbare school. Meisjes. — Centrale verwarming ...	900.000
16. — <i>Hasselt</i> . — Athénée. — Chauffage central ...	1.350.000	16. — <i>Hasselt</i> . — Atheneum. — Centrale verwarming ...	1.350.000
17. — <i>Maeseyck</i> . — Ecole moyenne de l'Etat. Agrandissement. Chauffage central ...	100.000	17. — <i>Maaseik</i> . — Rijksmiddelbare school. Vergroting. Centrale verwarming ...	100.000
18. — <i>Liège</i> . — Université.		18. — <i>Luijk</i> . — Universiteit.	
a) Centre de fabrication de pénicilline ...	2.500.000	a) Centrum voor het vervaardigen van penicilline ...	2.500.000
b) Institut de Pathologie: aménagements ...	4.000.000	b) Instituut voor Ziektenleer: inrichtingswerken ...	4.000.000
19. — <i>Liège</i> . — Université.		19. — <i>Luijk</i> . — Universiteit.	
Frais d'études pour les installations universitaires projetées à Cointe ...	500.000	Studiekosten voor te Cointe ontworpen universitaire installaties ...	500.000
20. — <i>Liège</i> . — Université: Val-Benoît. Acquisition d'une enclave à Val-Benoît pour l'extension des instituts universitaires ...	20.000.000	20. — <i>Luijk</i> . — Universiteit: Val-Benoît. Aankoop van een enclave te Val-Benoît voor de uitbreiding van de hogeschoolinstituten ...	20.000.000
21. — <i>Liège</i> . — Construction d'un pavillon de Dermatologie par l'Assistance publique. — Intervention de l'Etat ...	8.000.000	21. — <i>Luijk</i> . — Bouwen van een paviljoen voor Huidziekten door den Openbaren Onderstand. — Tusschenkomst van den Staat ...	8.000.000
22. — <i>Chênée</i> . — Athénée. Continuation des travaux de construction. (Troisième tranche d'une dépense totale de ...)	4.000.000	22. — <i>Chênée</i> . — Atheneum. Voortzetting van de bouwwerken (Derde schijf van een totale uitgave van ...)	4.000.000
23. — <i>Visé</i> . — Athénée. Construction classes supplémentaires	3.500.000	23. — <i>Visé</i> . — Atheneum. Bouwen van bijkomende klassen ...	3.500.000
24. — <i>Verviers</i> . — Athénée. Agrandissement ...	5.000.000	24. — <i>Verviers</i> . — Atheneum. Uitbreiding ...	5.000.000

25. — <i>Vielsalm.</i> — Ecole moyenne. Achèvement du gros-œuvre... ..	1.000.000	25. — <i>Vielsam.</i> — Middelbare school. Voltooiing van ruwbouw	1.000.000
26. — <i>Virton.</i> — Ecole moyenne. Agrandissement (gros-œuvre) avec achat de terrain	3.500.000	26. — <i>Virton.</i> — Middelbare school. Uitbreiding (ruwbouw) met grond- aankoop... ..	3.500.000
27. — <i>Fosse.</i> — Ecole moyenne. Agrandissement	800.000	27. — <i>Fosse.</i> — Middelbare school. Uitbreiding... ..	800.000
28. — <i>Ciney.</i> — Ecole moyenne. Agrandissement	1.500.000	28. — <i>Ciney.</i> — Middelbare school. Uitbreiding	1.500.000
29. — <i>Florennes.</i> — Ecole moyenne. Reconstruction... ..	5.000.000	29. — <i>Florennes.</i> — Middelbare school. Heropbouw	5.000.000
30. — <i>Andenne.</i> — Ecole normale. Continuation des travaux arrêtés pen- dant la guerre	5.000.000	30. — <i>Andenne.</i> — Normalschool. Voorzetting van de tijdens den oorlog stopgezette werken	5.000.000
31. — <i>Pâturages.</i> — Ecole moyenne pour filles et garçons. Acquisition et gros œuvre (première tranche d'une dépense totale de 12 millions)... ..	6.000.000	31. — <i>Pâturages.</i> — Middelbare school voor meisjes en jongens. Aankoop en ruwbouw (Eerste schijf van een totale uitgave van 12 miljoen)	6.000.000
32. — <i>Eecloo.</i> — Construction de l'Athénée royal (première tranche d'une dé- pense totale de 28 millions)	6.000.000	32. — <i>Eekloo.</i> — Optrekken Koninklijk Atheneum eerste schijf van een totale uitgave van 28 miljoen)... ..	6.000.000
33. — <i>Lokeren.</i> — Ecole moyenne de l'Etat. Travaux de transformation	3.000.000	33. — <i>Lokeren.</i> — Rijksmiddelbare school. Ombouwingswerken	3.000.000
34. — <i>Couvin.</i> — Ecole normale. Travaux de parachèvement (travaux arrêtés par les Allemands)	2.000.000	34. — <i>Couvin.</i> — Normalschool. Voltooiingswerken (werken door de Duitschers stilgelegd)	2.000.000
35. — <i>Maldeghem.</i> — Ecole moyenne de l'Etat	10.000.000	35. — <i>Maldegem.</i> — Rijksmiddelbare school	10.000.000
36. — <i>Marche-en-Famenne.</i> — Construc- tion nouvelle. Ecole moyenne avec internat (pre- mière tranche d'une dépense totale de 50 millions)... ..	10.000.000	36. — <i>Marche-en-Famenne.</i> — Nieuw bouw. Middelbare school met inter- naat (eerste schijf van een totale uit- gave van 50 miljoen)	10.000.000
37. — <i>Gembloux.</i> — Nouveaux locaux pour la Section de Phytopharmacie	6.000.000	37. — <i>Gembloers.</i> — Nieuwe lokalen voor de Phytopharmaceutische Afdeeling	6.000.000
38. — <i>Gembloux.</i> — Institut agronomique. Continuation entreprise Jeandrain ...	250.000	38. — <i>Gembloers.</i> — Landbouwhooge- school. Voortzetting van de onder- neming Jeandrain	250.000
39. — <i>Gand.</i> — Institut agronomique de l'Etat. Serres. Reprise et parachèvement de l'en- treprise arrêtée... ..	10.000.000	39. — <i>Gent.</i> — Rijkslandbouwhoogeschool. Serrencomplex. Hervatten en voltooiing der stopge- zette aanneming	10.000.000
	195.000.000		195.000.000

Département des Finances.

1. — <i>Bruxelles</i> — rue des Palais. Office des contributions. Travaux et honoraires d'architecte.	fr.
2. — <i>Bruxelles</i> — Bâtiment — 3, avenue des Arts. Trésorerie. Aménagements et honoraires d'architecte	
3. — <i>Bruges</i> — Nouveau bâtiment — Cadastre 1 ^{re} tranche (1 ^{re} tranche d'une dépense totale de fr. 8 millions)	
4. — <i>Malines</i> — Contributions. Nouveaux bureaux. Achat de terrain	
5. — <i>Blaregnies</i> — Construction bureau des douanes. Parachèvement	
6. — <i>Bersillies-l'Abbaye</i> — Construction bureau de douanes — gros œuvre	
7. — <i>Heer-Agimont</i> — Maisons douanières.	
Crédit total. . fr.	20.000.000

Département de la Justice.

1. — <i>Bruxelles</i> — Palais de Justice. Travaux divers	fr.	2.000.000
2. — Construction d'un bâtiment symétrique à celui occupé par le Département de la Justice — Place Poelaert		10.000.000
3. — <i>Forest</i> — Prison — Avenue de la Jonction — Garage		1.000.000
Crédit total. . fr.		13.000.000

Département de l'Agriculture.

1. — <i>Meyse</i> — Jardin botanique de l'Etat. Serres et bureaux	fr.	5.150.000
2. — <i>Gembloux</i> — Institut agronomique. Station de recherches pour l'amélioration des plantes.		3.500.000
Crédit total. . fr.		8.650.000

Département de l'Intérieur et Gendarmerie.

1. — <i>Mons</i> — Continuation des travaux des nouveaux bâtiments pour le Gouvernement provincial ainsi que pour divers services de l'Etat (arrêtés pendant la guerre). (1 ^{re} tranche d'une dépense totale de 19 millions).	fr.	7.000.000.
---	-----	------------

Departement van Financiën.

1. — <i>Brussel</i> — Paleizenstraat. Dienst der belastingen. Werken en honoraria van	fr.
2. — <i>Brussel</i> — Gebouw — 3, Kunstlaan. Thesaurie. Inrichtingswerken en honoraria van architect	
3. — <i>Brugge</i> — Nieuw gebouw — Kadaster 1 ^o schijf ruwbouw (1 ^{ste} schijf totale uitgave van fr. 8 miljoen)	
4. — <i>Mechelen</i> — Belastingen. Nieuwe burelen. Aankoop van grond	
5. — <i>Blaregnies</i> — Bouw van tolkantoor. Voltooiing	
6. — <i>Bersillies-l'Abbaye</i> — Bouw van tolkantoor — ruwbouw	
7. — <i>Heer-Agimont</i> — Tolhuizen	
Totaal krediet . . fr.	20.000.000

Departement van Justitie.

1. — <i>Brussel</i> — Justitiepaleis. Allerhande werken	fr.	2.000.000
2. — Optrekken van een gebouw overeenstemmend met dit betrokken door het Departement van Justitie — Poelaertplein		10.000.000
3. — <i>Vorst</i> — Gevangenis — Verbindingslaan — Garage		1.000.000
Totaal krediet . . fr.		13.000.000

Departement van Landbouw.

1. — <i>Meise</i> — Rijksplantentuin. Broeikas- sen en burelen	fr.	5.150.000
2. — <i>Gembloers</i> — Landbouwhoogeschool. Proefstation voor plantenveredeling		3.500.000
Totaal krediet . . fr.		8.650.000

Departement van Binnenlandsche Zaken en Rijkswacht.

1. — <i>Bergen</i> — Voortzetting van de werken aan de nieuwe gebouwen voor het provinciaal Gouvernement alsook voor verschillende Rijksdiensten (stilgelegd tijdens den oorlog). (1 ^{ste} schijf van een totale uitgave van 19 miljoen)	fr.	7.000.000
---	-----	-----------

2. — <i>Gendarmerie</i> — Constructions nouvelles. Logements, transformations, etc.	
Crédit total	27.000.000

Crédit total. . fr. 27.000.000

Département des Travaux Publics.

1. — <i>Gand</i> — Nouvelles maisons éclusières — Province de Flandre orientale . fr.	6.000.000
2. — <i>Marcinelle</i> — 3 maisons éclusières — gros œuvre (1 ^{re} tranche d'une dépense totale de 2 millions)	1.000.000
3. — <i>Estaimpuis</i> — 1 maison éclusière gros œuvre (1 ^{re} tranche d'une dépense totale de fr. 700.000)	400.000
4. — <i>Canal de Blaton à Ath</i> — Construction de 10 nouvelles maisons éclusières le long du canal	2.100.000
5. — <i>Arquennes</i> — 1 maison éclusière	350.000
6. — <i>Ronquières</i> — 1 maison éclusière	350.000
7. — <i>Beeringen</i> — Maison de gardien	210.000
8. — <i>Eygenbilsen</i> — Magasin de district pour la navigation	200.000
9. — <i>Lanklaar</i> — Magasin de district pour la navigation	200.000
10. — <i>Vroenhoven</i> — Magasin de district pour la navigation	200.000
11. — <i>Hasselt</i> — Magasin de district pour la navigation	200.000
12. — <i>Quaedmechelen</i> — Hangar pour la navigation	450.000
13. — <i>Genk</i> — Hangar pour la navigation	450.000
14. — <i>Diepenbeek</i> — Hangar pour la navigation	450.000
15. — <i>Hasselt</i> — Maison de gardien avec hangar pour la navigation	300.000
16. — <i>Quaedmechelen</i> — Parachèvement de 2 maisons éclusières	990.000
17. — <i>Namur</i> — Maisons éclusières	2.000.000
18. — <i>Auvelais</i> — Maisons éclusières	2.000.000

Crédit total. . fr. 17.850.000

2. — <i>Rijkswacht</i> — Nieuwe bouwwerken. Huisvestingen, omvormingen, enz.	
Totaal krediet	fr. 27.000.000

Totaal krediet . . fr. 27.000.000

Departement van Openbare Werken.

1. — <i>Gent</i> — Nieuwe woningen voor sluizeniers — Provincie Oost Vlaanderen	fr. 6.000.000
2. — <i>Marcinelle</i> — 3 sluizenierswoningen — ruwbouw (1 ^{ste} schijf van een totale uitgave van 2 miljoen)	1.000.000
3. — <i>Estaimpuis</i> — 1 sluizenierswoning — ruwbouw (1 ^{ste} schijf van een totale uitgave van fr. 700.000)	400.000
4. — <i>Kanaal van Blaton naar Aat</i> — Bouwen van 10 nieuwe woningen voor sluizeniers langs het kanaal	2.100.000
5. — <i>Arquennes</i> — 1 woning voor sluizenier	350.000
6. — <i>Ronquières</i> — 1 woning voor sluizenier	350.000
7. — <i>Beringen</i> — Wachterswoning	210.000
8. — <i>Eigenbilsen</i> — Distrikmagazijn voor scheepvaart	200.000
9. — <i>Lanklaar</i> — Distrikmagazijn voor scheepvaart	200.000
10. — <i>Vroenhoven</i> — Distrikmagazijn voor scheepvaart	200.000
11. — <i>Hasselt</i> — Distrikmagazijn voor scheepvaart	200.000
12. — <i>Kwaadmechelen</i> — Loods voor de scheepvaart	450.000
13. — <i>Genk</i> — Loods voor de scheepvaart	450.000
14. — <i>Diepenbeek</i> — Loods voor de scheepvaart	450.000
15. — <i>Hasselt</i> — Wachterswoning met magazijn voor de scheepvaart	300.000
16. — <i>Kwaadmechelen</i> — Afwerken van 2 sluiswachterswoningen	990.000
17. — <i>Namen</i> — Sluiswachterswoningen	2.000.000
18. — <i>Auvelais</i> — Sluiswachterswoningen	2.000.000

Totaal krediet . . fr. 17.850.000

Imprévus divers. Acquisitions d'immeubles
Achat de terrains pour tous les dé-
partements. 19.000.000

L'amendement fut repoussé et l'article voté par 11 voix contre 5 et 3 abstentions.

**

Article 24. — M. Discry en demande la suppression. C'est une dépense prévue de 1 million pour les études de la Bibliothèque Albertine.

La question suivante a été posée :

Article 24. — Même question qu'à l'article 7. Je voudrais savoir également les travaux qui restent encore à effectuer ?

Il fut répondu :

La loi du 7 mars 1935 relative à la durée de l'existence et de la mission du Fonds Bibliothèque Albert I^{er} a été prorogée par la loi du 29 décembre 1946 jusqu'au 31 décembre 1947.

Cette prorogation dit que : « les dépenses dont le montant dépasse 10.000 francs seront liquidées directement par le Département des Travaux publics, sur requête du Fonds Bibliothèque Albert I^{er} ; celles dont le montant est inférieur à 10.000 francs seront liquidées par le Fonds et remboursées à celui-ci par le budget du Département des Travaux Publics sur simple demande du Fonds et sur présentation des pièces justificatives. »

Le crédit prévu doit servir à payer les dépenses reprises à ladite loi et faites en 1947 pour l'achèvement des études préliminaires aux travaux de construction de la Bibliothèque Albertine et de l'aménagement du Mont des Arts.

Les études étant très avancées, l'amendement fut rejeté et l'article approuvé par 11 voix contre 6 et 1 abstention.

**

Article 27. — 774.500.000 francs pour travaux hydrauliques.

M. Discry demande la suppression de quelques dépenses de cet article pour un total de 129 millions.

19 millions pour le Canal de Nimy à Blaton.

Entreprise en cours avant la guerre. Il s'agit d'un travail qui a un double aspect : économique dans un milieu industriel, et sanitaire : humidité à cause de l'affaissement des terres dû aux travaux charbonniers.

Il faut assécher. Pour continuer le travail il faut main-

Onvoorziene uitgaven. Aankopen van gebouwen. Grondaankopen voor alle departementen 19.000.000

Het amendement werd verworpen en het artikel goedgekeurd met 11 stemmen tegen 5 en 3 onthoudingen.

**

Artikel 24. — De heer Discry vraagt weglating er van. Het is een voorziene uitgave van 1 miljoen voor studiekosten in verband met de Albertina.

De volgende vraag werd gesteld :

Artikel 24. — Zelfde vraag als bij artikel 7. Ik zou insgelijks de nog uit te voeren werken willen kennen.

Het antwoord luidde aldus :

De wet van 7 Maart 1935, betreffende den duur van het bestaan en van de opdracht van het Bibliotheek-Fonds Albert I, werd door de wet van 29 December 1946, tot 31 December 1947 verlengd.

Daarin wordt bepaald dat : « de uitgaven waarvan het bedrag 10.000 frank overschrijdt, rechtstreeks zullen vereffend worden door het Departement van Openbare Werken op aanvraag van het Bibliotheek-Fonds Albert I ; die waarvan het bedrag minder dan 10.000 frank beloopt door het Fonds zullen vereffend en aan dit laatste door de begroting van het Departement van Openbare Werken terugbetaald worden op eenvoudige aanvraag van het Fonds en op overlegging van de bewijsstukken ».

Het voorziene krediet moet dienen om de in genoemde wet vermelde uitgaven voor de beëindiging van de voorbereidende studie van de oprichtingswerken van de Albertina en van de geschiktmaking van den Kunstberg, in 1947 te betalen.

Daar die studie reeds zeer ver gevorderd is, werd het amendement verworpen en het artikel goedgekeurd met 11 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

**

Artikel 27. — 774.500.000 frank voor waterwerken.

De heer Discry vraagt de afschaffing van enkele uitgaven van dit artikel, voor een totaal bedrag van 129 miljoen.

19 miljoen voor het Kanaal van Nimy naar Blaton.

Het gaat hier over een werk, dat reeds vóór den oorlog werd begonnen en dat een dubbel aspect vertoont : een economisch, wegens het nijverheidsmidden, en een gezondheidsaspect, wegens de vochtigheid te wijten aan de grondverzakkingen veroorzaakt door mijnwerken.

Er dient tot drooglegging overgegaan. Om de werken

tenant établir les ponts nécessaires pour relier les routes coupées par le canal.

20 millions : Canal de Charleroi-Bruxelles.

Abaissment du plan d'eau par suite des travaux miniers, écluses vétustes, continuer les travaux commencés avant guerre. C'est la vie de tout le bassin industriel de Charleroi qui est ici en jeu.

Ici revient l'amendement de M. Van Wallegghem qui demande de porter le crédit en question de 20 à 50 millions.

25 millions : Canal circulaire autour de Gand.

Avantages prévus :

- 1) éviter les inondations;
 - 2) permettre aux bateaux de se détourner et éviter un parcours difficile;
 - 3) supprimer l'écluse de Gentbrugge qui est surchargée.
- 3 millions : Canal de la Nèthe.

Ce travail a pour but d'apporter remède aux inondations de cette région et de permettre aux bateaux, qui vont vers Bruxelles et Gand, d'éviter la traversée d'Anvers.

20 millions : Bief du canal Charleroi-Bruxelles.

Il s'agit de supprimer le gros obstacle constitué par le tunnel de Godarville, qui est très vétuste et risque de bloquer tout le trafic de ce canal.

35 millions d'imprévus.

Cette somme représente moins de 5 % de la dépense totale de l'ensemble des travaux prévus. C'était le pourcentage régulier admis avant la guerre. Ces 5 % se justifient actuellement d'autant mieux qu'il n'y a pas de stabilité dans les prix.

Après une longue discussion, l'amendement de M. Van Wallegghem est admis par 10 voix contre 1 et 8 abstentions.

Tous les autres amendements sont admis par 11 voix contre 10; sauf pour les 25 millions pour Gand, l'amendement fut admis par 11 voix contre 9 et 1 abstention.

Au vote sur l'ensemble, tout l'article 27 est rejeté par 11 voix contre 10.

Il devra donc disparaître du tableau annexé au budget.

Article 28. — M. Discry en demande la suppression.

Il s'agit des 170 millions nécessaires pour les acquisitions des terrains nécessaires aux travaux hydrauliques.

La question suivante a été posée :

Article 28. — Quelle est la part dans le crédit de 170 millions qui est relative à l'acquisition des terrains indispensables aux travaux envisagés à l'article 27 et auxquels de ces travaux ? et la part destinée à des travaux à

te kunnen voortzetten, dienen bruggen geslagen ten einde de door het kanaal doorsneden wegen te verbinden.

20 miljoen : Kanaal van Charleroi-Brussel.

Daling van het waterpeil ingevolge mijnwerken, oude sluizen, voortzetting der vóór den oorlog begonnen werken. Het leven van gansch het nijverheidsbekken van Charleroi staat hier op het spel.

Hier komt weer het amendement ter sprake van den heer Van Wallegghem, die vraagt om bedoeld krediet van 20 op 50 miljoen te brengen.

25 miljoen : Ringvaart rond Gent.

Voorziene voordeelen :

- 1) vermijden van overstromingen;
 - 2) mogelijkheid voor de schippers een omweg te maken en een moeilijke doorvaart te vermijden;
 - 3) afschaffing van de overbelaste sluis van Gentbrugge.
- 3 miljoen : Nethe-kanaal.

Het doel van dit werk is de overstromingen in die streek te keer te gaan en aan de booten, die naar Brussel en Gent varen, de mogelijkheid te geven den doortocht van Antwerpen te vermijden.

20 miljoen : pand van het kanaal van Charleroi naar Brussel.

Het gaat er om den grooten hinderpaal, gevormd door den tunnel van Godarville, die zeer oud is en het verkeer op dit kanaal dreigt te blokkeeren, weg te nemen.

35 miljoen onvoorziene uitgaven.

Dit bedrag vertegenwoordigt minder dan 5 % van het totaal der uitgaven voor de voorziene werken in hun geheel. Dit was het vóór den oorlog normaal aangenomen percentage. Die 5 % zijn thans des te meer gerechtvaardigd daar de prijzen volstrekt niet vast zijn.

Na een lange bespreking, werd het amendement van den heer Van Wallegghem aangenomen met 10 stemmen tegen 1 en 8 onthoudingen.

Alle overige amendementen worden aangenomen met 11 stemmen tegen 10; behalve voor de 25 miljoen voor Gent; het amendement werd aangenomen met 11 stemmen tegen 9 en 1 onthouding.

Bij stemming over het artikel 27 in zijn geheel, wordt het verworpen met 11 stemmen tegen 10.

Het zal dus uit de bij de begroting gevoegde tabel dienen weggelaten.

Artikel 28. — De heer Discry vraagt intrekking er van.

Het gaat om 170 miljoen bestemd voor den aankoop van de voor de waterwerken noodige gronden.

De volgende vraag werd gesteld :

Artikel 28. — Welk is het deel, in dit krediet van 170 miljoen, dat betrekking heeft op den aankoop van de gronden die noodig zijn voor de in artikel 27 bedoelde werken, en op welke werken heeft dit deel betrekking ?

exécuter dans un proche avenir: quels sont ces travaux?

Le Département a répondu:

Article 28. — Les 170.000.000 de francs prévus pour les expropriations doivent servir uniquement pour les travaux repris à l'article 27, exception faite en ce qui concerne la liquidation d'expropriations en cours et pour les ponts du Pont-à-Ponts à Tournai, dont la reconstruction est prévue au Budget ordinaire (dommages de guerre).

Les travaux sont énumérés ci-dessous. Le montant indiqué n'est évidemment que tout à fait approximatif.

Travaux du barrage de la Vesdre...	fr. 10.000.000
Travaux de reconstruction du Pont-à-Ponts à Tournai. (Travail prévu aux dommages de guerre)...	12.000.000
Travaux de construction de la nouvelle écluse de Hollain sur l'Escaut...	4.000.000
Travaux d'établissement du canal Nimy-Blaton...	4.000.000
Travaux d'amélioration du canal de Charleroi à Bruxelles...	70.000.000
Travaux d'établissement du canal circulaire autour de Gand...	60.000.000
Réserve pour la liquidation des indemnités relatives aux expropriations pour lesquelles les négociations étaient en cours et dont l'acte ne sera approuvé qu'en 1947...	10.000.000
	170.000.000

Il y a lieu de remarquer que les expropriations pour les entreprises de grande importance, dont la durée s'échelonne sur plusieurs années, comme c'est le cas pour le canal circulaire autour de Gand et pour le canal de Charleroi, doivent se faire à l'avance, car sinon il n'y aurait pas de continuité dans la réalisation du programme et les gros capitaux investis dans les travaux resteraient improductifs.

Les 10 millions d'expropriation en titre « Travaux du barrage de la Vesdre » sont destinés à l'achat de terrains nécessaires à l'adduction d'eau d'Eupen vers la Gileppe.

Après discussion l'amendement fut approuvé par 11 voix contre 10.

L'article 28 devra donc disparaître du tableau des dépenses annexé au budget.

Article 31. — Il s'agit d'un crédit de 26 millions pour les travaux de démergement dans la région liégeoise.

La question suivante a été posée:

Article 31. — Même question qu'à l'article 7.

Quels travaux restent à effectuer et ceux-ci sont-ils indispensables pour préserver les communes intéressées des inondations.

welk deel is bestemd voor in een nabij toekomst uit te voeren werken: welke zijn die werken?

Het Departement heeft geantwoord:

Artikel 28. — De voorziene 170.000 frank voor de onteigeningen moeten uitsluitend dienen voor de in artikel 27 vermelde werken, met uitzondering van de vereffening van loopende onteigeningen en voor de bruggen van de Pont-à-Ponts te Doornik, waarvan de wederopbouw voorzien is op de gewone begroting (oorlogsschade).

De werken worden hieronder opgesomd. Het aangeduide bedrag is natuurlijk slechts benaderend.

Werken van den stuwdam van de Vesder fr.	10.000.000
Werken van wederopbouw van de Pont-à-Ponts te Doornik. (Voorzien op oorlogsschade)...	12.000.000
Werken voor het bouwen van de nieuwe sluis te Hollain op de Schelde...	4.000.000
Aanlegwerken van het kanaal Nimy-Blaton	4.000.000
Verbeteringswerken aan het kanaal van Charleroi naar Brussel...	70.000.000
Aanlegwerken van de ringvaart rond Gent	60.000.000
Reserve voor de vereffening van de vergoedingen voor onteigeningen voor dewelke de onderhandelingen reeds begonnen zijn en waarvan de akte slechts in 1947 zal worden goedgekeurd...	10.000.000
	170.000.000

Er dient opgemerkt, dat de onteigeningen voor de belangrijke werken, waarvan de duur over verscheidene jaren is verdeeld, zooals dit het geval is voor de ringvaart rond Gent en voor het kanaal van Charleroi, vooraf dienen te gebeuren, zooniet zou het program niet zonder onderbreking kunnen worden afgewerkt en zouden de groote in de werken belegde kapitalen renteloos blijven.

De 10 miljoen voor onteigeningen voor « Werken van den stuwdam van den Vesder », zijn bestemd voor den aankoop van gronden die noodig zijn voor den watertoevoer van Eupen naar de Gileppe.

Na bespreking wordt het amendement met 11 tegen 10 stemmen goedgekeurd.

Artikel 28 zal dus van de bij de begroting gevoegde tabel dienen te verdwijnen.

Artikel 31. — Het gaat over een krediet van 26 miljoen voor bemalingswerken in het Luiksche.

De volgende vraag werd gesteld:

Artikel 31. — Zelfde vraag als voor artikel 7.

Welke werken dienen nog uitgevoerd, en zijn ze noodzakelijk om de betrokken gemeenten tegen de overstrooingen te vrijwaren.

RÉPONSE :

Le montant des dépenses effectuées à ce jour par les Travaux publics s'élève à environ 55 millions. Le montant des travaux que l'Intercommunale compte exécuter en 1947 est évalué à 45 millions environ.

Le programme de ces travaux comprend, notamment, l'installation d'égouts et de stations de pompage.

Ce programme est actuellement soumis par l'Association Intercommunale, à l'examen du Comité de démergement.

L'article fut adopté sans discussion.

* *

Article 32. — Subsidies et avances aux administrations subordonnées 575 millions. M. Discry en demande la suppression.

Cet article se divise en deux parties.

75 millions pour payer des engagements pris en 1946 et qui ne seront payés qu'en 1947.

500 millions pour engagements à contracter en 1947.

Les questions suivantes ont été posées :

Article 32-1. — Pourrait-on avoir des précisions sur les engagements dont il est question; de quels engagements s'agit-il ?

Article 32-2. — Ce poste figurait au budget de 1946 pour une somme de 490 millions. Pourrait-on connaître l'usage qui a été fait de ces fonds ?

Le crédit de 500 millions prévu pour 1947 est-il réservé exclusivement aux travaux urgents et indispensables ?

Il fut répondu :

Article 32. — 1° Sous l'occupation et dans le budget de 1943, les crédits affectés à l'intervention de l'Etat, dans le coût des travaux des administrations subordonnées étaient accordés sous la forme de crédits « à tranche » permettant pratiquement d'imputer sans égard aux règles de répartition par exercice.

Il a été mis fin à cette pratique à partir de l'exercice 1946, mais il faut honorer les engagements contractés avant le 1^{er} janvier 1946 et qui consistent en arrêtés d'allocations de subsides pour des travaux prévus à l'arrêté du 27 janvier 1942 remplacé par l'arrêté du Régent du 6 novembre 1945.

Ces subsides ne sont pas liquidés parce que l'exécution des travaux ou l'introduction des pièces de liquidation a tardé pour diverses raisons. Il est permis d'escompter la disparition de ce crédit au prochain budget.

ANTWOORD :

Het bedrag van de tot heden door Openbare Werken gedane uitgaven belooft ongeveer 55 miljoen. Het bedrag van de werken, die de Intercommunale in 1947 denkt uit te voeren, is op ongeveer 45 miljoen geraamd.

Dit werkprogram omvat, inzonderheid, het aanleggen van rioleeringen en de installatie van pompstations.

Op dit oogenblik, werd dit programma door de « Association Intercommunale » ter onderzoek aan de Bemalingscommissie onderworpen.

Het artikel werd zonder bespreking aangenomen.

* *

Artikel 32. — Subsidies en voorschotten aan de ondergeschikte besturen: 575 miljoen. De heer Discry vraagt intrekking er van.

Dit artikel is onderverdeeld in twee rubrieken.

75 miljoen voor de vereffening van verbintenissen die in 1946 werden aangegaan maar slechts in 1947 zullen worden betaald.

500 miljoen voor verbintenissen aan te gaan in 1947.

De volgende vragen werden gesteld :

Artikel 32-1. — Kunnen inlichtingen verstrekt worden over de verbintenissen waarvan sprake; over welke verbintenissen gaat het ?

Artikel 32-2. — Deze post kwam voor in de begroting van 1946 voor een som van 490 miljoen. Graag werd het gebruik dat van deze fondsen werd gemaakt vernomen.

Is het voor 1947 voorziene krediet van 500 miljoen uitsluitend voorbehouden voor de dringende en onontbeerlijke werken ?

Het volgende werd geantwoord :

Artikel 32. — 1° Tijdens de bezetting en in de begroting van 1943 werden de kredieten, bestemd voor de tuschenkomst van de Staat in de kosten van de werken der ondergeschikte besturen, toegestaan onder den vorm van kredieten « met schijven », waardoor zij practisch konden worden uitgetrokken zonder rekening te houden met de regelen der verdeling per dienstjaar.

Aan deze handelwijze werd van het dienstjaar 1946 af een einde gemaakt, maar de vóór 1 Januari 1946 aangegane verbintenissen, die bestaan in besluiten tot toekenning van toelagen voor de werken, voorzien bij het besluit van 27 Januari 1942, vervangen door het besluit van den Regent van 6 November 1943, dienen te worden nagekomen.

Deze toelagen werden niet vereffend omdat de uitvoering van de werken of de indiening van de vereffeningsbescheiden om verschillende redenen verdaagd werd. Men mag verwachten, dat dit krediet in de aanstaande begroting zal wegvallen.

Article 32-2. — Le montant des engagements contractés en 1946 est de 313.691.025 francs.

Le crédit de 500 millions prévu en 1947 est réservé à des travaux de première urgence qui seront déterminés après approbation par mon Département d'un programme dressé par les administrations subordonnées (voir instructions parues au *Moniteur* du 1.11.1946).

Des décisions autorisant en principe l'exécution de travaux mais ne comportant pas d'engagement irrévocable de l'Etat, ont déjà été prises pour un montant de 217 millions 500.000 francs.

Rien que pour les travaux d'amélioration du port d'Anvers, dont l'urgence ne sera pas contestée, plusieurs dizaines de millions devront être dépensés cette année.

Il s'agit du subside unique à octroyer aux communes. etc.

Un arrêté royal publié fin 1946 a prié les communes de dresser la liste des travaux qu'elles voulaient exécuter en 1947. Les documents sont rentrés avec retard à cause des élections. Le Département doit dépouiller tous les documents envoyés après le dépôt du budget. Celui-ci ne peut donc donner un chiffre exact, ne connaissant ni alors ni maintenant l'importance des travaux à exécuter qui seront admis aux subsides pour 1947. Ce chiffre est donc et ne peut être qu'une appréciation ayant pour base le passé, le prix actuel des matériaux, et de la main-d'œuvre. Il n'en a jamais pu être autrement dans le passé.

Au vote, l'amendement est rejeté et l'article voté par 9 voix contre 5 et 1 abstentions.

**

Article 33. — Amendement de M. Discry : supprimer 20 millions pour plan d'aménagement en vue de l'urbanisation.

La question suivante a été posée :

Article 33-2. — 20 millions pour élaboration des plans communaux. Il y avait 10 millions inscrits en 1946 sous la même rubrique. Comment peut-on justifier une dépense de 30 millions en 2 ans, rien que pour élaborer des plans ?

Il fut répondu :

Article 33-2. — Le crédit de 20 millions doit mettre le Département à même d'allouer aux communes les subsides légaux prévus (arrêté du Régent du 14 février 1946, *Moniteur* du 18 mars 1946) comme part d'intervention de l'Etat dans les frais d'élaboration de plans communaux d'aménagement (art. 4. de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946, *Moniteur* des 26-27 et 28 dito).

Artikel 32-3. — De in 1946 aangegane verbintenissen bedragen 313.691.025 frank.

Het in 1947 voorzien krediet van 500 miljoen is voorbehouden voor werken van zeer dringend aard die zullen vastgesteld worden na goedkeuring door mijn Departement van een door de ondergeschikte besturen opgemaakt programma (zie de onderrichtingen, verschenen in het *Staatsblad* van 1-11-1946).

Beslissingen, die principieel toelating verleen voor de uitvoering van werken maar die geen onwederroepelijke verbintenis vanwege den Staat omvatten, werden reeds genomen voor een bedrag van 217.500.000 frank.

Alleen voor de werken tot verbetering van de haven van Antwerpen, waarvan het dringend karakter wel niet zal worden betwist, zullen dit jaar verscheidene tientallen miljoenen moeten uitgegeven worden.

Het gaat over een eenige toelage, te verleen aan de gemeenten, enz.

Een Koninklijk besluit dat werd bekendgemaakt, op het einde van 1946, heeft de gemeenten verzocht de lijst op te maken van de werken, die zij in 1947 wilden uitvoeren. De stukken werden met vertraging ingezonden wegens de verkiezingen. Het Departement dient alle stukken, die na het indienen der begroting werden ingezonden, na te gaan. Het kan, derhalve, geen nauwkeurig cijfer opgeven, daar het noch toen noch thans het belang kende van de uit te voeren werken, die in aanmerking zullen komen voor de toelagen voor 1947. Dit cijfer is en kan dus slechts zijn : een beoordeeling waarvan de grondslag ligt in het verleden, den huidige prijs der materialen en de werkrachten. Het kon nooit anders in het verleden.

Bij de stemming, wordt het amendement verworpen en het artikel goedgekeurd met 9 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

**

Artikel 33. — Amendement van den heer Discry : 20 miljoen voor inrichtingsplan met het oog op den stedenbouw weglaten.

De volgende vraag werd gesteld :

Artikel 33-2. — 20 miljoen voor het opmaken der gemeenteplannen. Er werd in 1946, 10 miljoen ingeschreven onder dezelfde rubriek. Hoe kan men een uitgave rechtvaardigen van 30 miljoen in 2 jaar, alleen om plannen op te maken ?

Er werd geantwoord :

Artikel 33-2. — Het krediet van 20 miljoen dient het Departement in staat te stellen aan de gemeenten de voorzien wettelijke toelagen te verleen (besluit van den Regent van 14 Februari 1946, *Staatsblad* van 18 Maart 1946) als aandeel van den Staat in de kosten van het opmaken van gemeente-inrichtingsplannen (art. 4 van de besluit-wet van 2 December 1946, *Staatsblad* van 26-27 en 28 dito).

Il s'agit, en ordre principal, de faire face à l'engagement contracté par l'Etat en faveur des communes sinistrées lesquelles doivent élaborer des plans d'aménagement de leur territoire sinistré. L'Arrêté du Régent du 14 février 1946 prévoit que le subside de l'Etat s'élève, en l'occurrence, à 100 % des honoraires de l'urbaniste (alors que, pour les communes non sinistrées, le subside est de 60 % en général).

Les 10 millions inscrits au budget de 1946 n'ont pu être utilisés, les travaux d'élaboration des plans n'étant pas suffisamment avancés pour que les communes intéressées aient pu demander l'intervention de l'Etat. La proximité du renouvellement des Conseils communaux a certainement joué un certain rôle dans le retard apporté à l'élaboration des plans communaux d'aménagement.

Le rapport sur le projet de loi réglant l'urbanisme a été déposé à la Chambre.

On demande la discussion d'urgence vu les travaux de reconstruction qui seront entrepris en 1947. Il est nécessaire dès lors que les plans d'aménagements soient établis de suite si l'on veut éviter des mécomptes.

L'amendement fut rejeté et l'article approuvé par 10 voix contre 5 et 1 abstention.

**

Article 36. — 10 millions pour acquisitions et expropriations de biens immobiliers dans le cadre de l'urbanisme.

Amendement de M. Discry : supprimer ce crédit.

Aux termes de l'article 11 de l'arrêté-loi du 6 novembre 1946 (*Moniteur Belge* du 15 dito) : « Sur proposition motivée du Ministre intéressé, appuyé du rapport du Comité d'Acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, l'acquisition d'immeubles peut également bénéficier d'un subside lorsque les biens à acquérir sont nécessaires à l'exécution de travaux subsidiables ».

L'Etat ne peut donc, à la faveur de cette disposition, allouer aux pouvoirs subordonnés des subsides pour acquisitions immobilières que pour autant que celles-ci aillent de pair avec l'exécution de travaux. Or, l'expérience a démontré qu'il est parfois *indispensable* de favoriser, par l'octroi de subsides, des acquisitions qui ne sont pas suivies immédiatement d'exécution de travaux, soit que le pouvoir intéressé ne dispose pas momentanément des moyens financiers nécessaires, soit que la réalisation doive se faire plus tard. Nous disons *indispensable* parce que grâce à l'aide de l'Etat le pouvoir peut faire l'opération au moment où l'occasion favorable se présente (par exemple en cas de vente publique) évitant ainsi qu'une plus-value puisse être apportée par un tiers acquéreur à l'immeuble, plus-value parfois très conséquente que le pouvoir serait amené à indemniser ultérieurement et sur laquelle l'Etat aurait également à liquider le subside prévu par la disposition légale précitée.

Het geldt, voornamelijk, het nakomen van de door den Staat aangegane verbintenis ten voordeele van de geteisterde gemeenten, die de inrichtingsplannen van hun geteisterd grondgebied dienen op te maken. Het besluit van den Regent van 14 Februari 1946 voorziet dat de toelage van den Staat, in onderhavig geval, 100 % bedraagt van de honoraria van den stedenbouwkundige (terwijl de toelage voor de niet-geteisterde gemeenten, over het algemeen 60 % bedraagt).

De 10 miljoen, ingeschreven in de begrooting van 1946, konden niet worden aangewend daar de werkzaamheden in verband met het opmaken der plans niet ver genoeg gevorderd waren opdat de betrokken gemeenten de tussenkomst van den Staat hadden kunnen vragen. De vernieuwing, rond dien tijd, van de Gemeenteraden heeft beslist een belangrijken uitvloed uitgeoefend op het opmaken der gemeente-inrichtingsplannen.

Het verslag over het ontwerp van organieke wet op den stedenbouw werd bij de Kamer ingediend.

Men vraagt een dringende behandeling, met het oog op de werken van wederopbouw, die in 1947 zullen worden aangevat. De inrichtingsplannen dienen, derhalve, onmiddellijk te worden opgemaakt, indien men teleurstellingen wil vermijden.

Het amendement werd verworpen en het artikel goedgekeurd met 10 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

**

Artikel 36. — 10 miljoen voor aankoop en onteigening van onroerende goederen, in het kader van den stedenbouw.

Amendement van den heer Discry : dit krediet weglaten.

Luidens artikel 11 van de besluitwet van 6 November 1946 (*Belgisch Staatsblad* van 15 dito) kan « voor het aankopen van onroerende goederen noodzakelijk voor het uitvoeren van subsidieerbare werken, op gestaafd voorstel van de betrokken Minister, vergezeld van een verslag van het Comité tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van den Staat, eveneens een toelage verleend worden ».

De Staat mag, derhalve, op grond van deze bepaling, aan de ondergeschikte overheden alleen toelagen verleen om onroerende goederen aan te koopen voor zoover deze samenvallen met de uitvoering van werken. Welnu, de ondervinding heeft bewezen dat het soms *onontbeerlijk* is, door het verleen van toelagen, aankopen te bevorderen die niet onmiddellijk door uitvoering van werken worden gevolgd, hetzij omdat de betrokken overheid op dat oogenblik niet over de vereischte financieele middelen beschikt, hetzij omdat de verwezenlijking er van later moet geschieden. Wij zeggen *onontbeerlijk* omdat de overheid, dank zij de hulp van den Staat, de verrichting kan doen op het gunstige oogenblik (bij voorbeeld in geval van openbaren verkoop), waardoor vermeden wordt, dat een derde koper een meerwaarde zou geven aan het onroerend goed, meerwaarde die soms zeer belangrijk is, die de overheid later zou moeten vergoeden en waarop de Staat eveneens de door de hierboven aangehaalde wettelijke bepaling voorziene toelage zou dienen uit te betalen.

L'amendement est rejeté et l'article voté par 9 voix contre 2 et 5 abstentions.

*
**

Article 39. — 21.500.000 francs. Avance récupérable à l'Office de Navigation.

La question ci-dessous a été posée :

Article 39. — 21.500.000 francs pour l'Office de la Navigation; il y avait 24 millions en 1946.

Pourrait-on savoir si l'on prévoit encore des insuffisances de recettes et quelles mesures le Gouvernement envisage pour mettre fin à une exploitation aussi onéreuse ?

RÉPONSE :

L'amélioration de la situation financière de l'Office de la Navigation est subordonnée, en ordre principal, au relèvement des droits de navigation, mais cette question ne peut être actuellement retenue à cause de son incidence sur le prix des matières.

Toutefois, il est permis d'envisager une augmentation du trafic par suite de la restauration croissante de la batellerie.

L'article est approuvé.

*
**

Article 41. — 15 millions. Fonds récupérable pour Régie des Services frigorifiques.

M. Discry en demande la suppression.

A une question, le Ministre compétent répond :

Le crédit inscrit à l'article 41 du projet de Budget des Recettes et Dépenses Extraordinaires de 1947, n'est pas destiné à des travaux, mais à la constitution d'un Fonds Spécial au profit de la Régie des Services Frigorifiques de l'Etat, pour la doter des moyens nécessaires à assurer son autonomie financière.

L'inscription de ce crédit résulte des dispositions de l'article 12 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1944 (*Moniteur Belge* des 20-21 novembre 1944) portant création de la Régie dont il s'agit.

Cet article est libellé comme suit :

« *Article 12.* — Le fonds spécial se compose d'une somme de quinze millions de francs mise, par l'Etat, à la disposition de la Régie pour la doter des moyens financiers nécessaires à assurer son autonomie financière. Le montant des imputations sur ces crédits est inscrit, par la Régie, au passif de son bilan, à un compte « Fonds Spécial » dont le Trésor Public est crédité sans intérêts pour la pre-

Het amendement wordt verworpen en het artikel goedgekeurd met 9 tegen 2 stemmen en 5 onthoudingen.

*
**

Artikel 39. — 21.500.000 frank. Verhaalbaar voorschot aan den Dienst der Scheepvaart.

Volgende vraag werd gesteld :

Artikel 39. — 21.500.000 frank voor den Dienst der Scheepvaart; er waren 24 miljoen voorzien in 1946.

Zou men mogen vernemen of nog ontoereikende ontvangsten worden voorzien en welke maatregelen de Regeering voorziet om een einde te maken aan zoo 'n kostelijke uitbating ?

ANTWOORD :

De verbetering in den financieelen toestand van den Dienst der Scheepvaart hangt, in de eerste plaats, af van het heffen der scheepvaartrechten, maar deze kwestie kan thans niet worden aangehouden wegens haar invloed op den prijs der waren.

Nochtans, mag een uitbreiding van het verkeer worden verwacht ten gevolge van het stijgend herstel der binnenscheepvaart.

Het artikel wordt aangenomen.

*
**

Artikel 41. — 15 miljoen. Terugvorderbaar Fonds voor de Regie der Rijkskoel- en Vriesdiensten.

De heer Discry vraagt afschaffing er van.

Op een vraag, antwoordt de bevoegde Minister :

Het in artikel 41 van het ontwerp van Begrooting van Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor 1947 ingeschreven krediet is niet bestemd voor werken, maar voor het samenstellen van een Speciaal Fonds ten voordeele van de Rijkskoel- en Vriesdiensten, om ze te voorzien van de noodige middelen om haar financieele autonomie te handhaven.

De inschrijving van dit krediet vloeit voort uit de beschikkingen van artikel 12 van de besluit-wet van 14 November 1944 (*Belgisch Staatsblad* van 20-21 November 1944) houdende oprichting van bedoelde Regie.

Dit artikel luidt als volgt :

« *Artikel 12.* — Het bijzonder fonds omvat een som van 15 miljoen, welke de Staat ter beschikking stelt van de Regie om deze te voorzien van de geldmiddelen die zij noodig heeft om haar financieele zelfstandigheid te verze- ren. Het bedrag van de afnemingen op die kredieten wordt door de Regie bij het passief van haar balans ingeschreven op een rekening « bijzonder fonds », som

mière année à courir à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi ».

L'amendement est rejeté et l'article approuvé par 11 voix contre 3 et 5 abstentions.

**

Article 42. — 237.500.000 francs pour matériel et équipement aviation militaire.

M. Discry propose de réduire de 225 millions.

Il s'agit de cinq champs d'aviation militaire. Plusieurs membres hésitaient car on n'est nulle part avec le nouveau statut militaire. Celui-ci sera au point d'ici très peu de temps.

Faut-il maintenir en Belgique des champs d'aviation militaire vu le peu de surface de notre pays. Il y a une liaison constante entre les aviations militaires et civiles.

Il ne s'agit pas de créer du nouveau. Cela existe, les Allemands les ont créés. Il faut payer les terrains sur lesquels les Allemands ont établi les champs d'aviation. Il faut réparer les bâtiments nécessaires qui ont été délabrés par la guerre. La remise aux propriétaires des terrains en question impliquerait pour l'État une dépense de loin plus importante pour les frais de remise en culture. Combien faudra-t-il d'années après cette remise en culture pour obtenir un rendement sérieux. Les terres arables ont disparu.

C'est la 2^e tranche. 360 millions furent votés en 1946.

Après un long examen l'amendement fut retiré et l'article voté.

**

Article 50. — 10 millions pour construction de magasins à carburant pour l'armée.

Un amendement de M. Discry demandant la suppression de l'amendement est rejeté et l'article voté par 9 voix contre 1 et 5 abstentions.

**

Article 51. — 2 millions pour l'Institut cartographique. Certaines de ses installations sont insalubres pour ceux qui y sont occupés. On veut faire disparaître les causes d'insalubrité.

L'amendement de M. Discry de supprimer l'article est rejeté et l'article approuvé par 11 voix contre 2 et 3 abstentions.

**

waarvoor interest voor het eerste jaar volgend op het in werking treden van onderhavige besluitwet wordt goedgekrediteerd. »

Het amendement wordt verworpen en het artikel goedgekeurd met 11 tegen 3 stemmen en 5 onthoudigen.

**

Artikel 42. — 237.500.000 frank voor materieel en uitrusting van het militair vliegwezen.

De heer Discry stelt een vermindering voor van 225 miljoen.

Het gaat hier over vijf militaire vliegvelden. Verscheidene leden aarzelden want in zake het nieuw militair statuut werd nog niets bereikt. Het zal binnen zeer korten tijd definitief uitgewerkt zijn.

Dienen in België militaire vliegvelden te worden gehandhaafd, gelet op de geringe oppervlakte van ons land. Er bestaat bestendig overleg tusschen de militaire en de burgerlijke luchtvaart.

Er is geen sprake van iets nieuws op te richten. Het bestaat want de vliegvelden werden aangelegd door de Duitschers. De terreinen waarop de Duitschers de vliegvelden hebben aangelegd moeten betaald worden. De noodige gebouwen, die door den oorlog werden gehavend, dienen hersteld. De terruggave van bedoelde terreinen aan de eigenaars zou voor den Staat uitgaven meebrengen die veel hoger zijn wegens de kosten van wederbebouwing. Hoeveel jaren zullen na die herbebouwing nodig zijn om een behoorlijke opbrengst te bekomen? De bebouwbare gronden zijn verdwenen.

Het gaat hier over de 2^e schijf. In 1946 werd 360 miljoen goedgekeurd.

Na een lang onderzoek werd het amendement ingetrokken en het artikel goedgekeurd.

**

Artikel 50. — 10 miljoen voor constructie van magazijnen voor motorbrandstoffen voor het leger.

Een amendement van den heer Discry tot weglating van het amendement wordt verworpen en het artikel goedgekeurd met 9 stemmen tegen 1 en 5 onthoudingen.

**

Artikel 51. — 2 miljoen voor het Cartografisch Instituut. Sommige gebouwen zijn ongezond voor diegenen die er werken. Men wil de oorzaken van die ongezondheid doen verdwijnen.

Het amendement van den heer Discry, strekkende tot weglating van dit artikel, wordt verworpen en het artikel wordt goedgekeurd met 11 stemmen tegen 2 en 3 onthoudingen.

**

Article 60. — 225 millions pour construction d'immeubles nouveaux.

M. Coppé demande la suppression de cet article, estimant que l'initiative privée travaille dans de meilleures conditions que l'Etat.

La question est de faire un effort pour mettre des maisons à la disposition des sans-abris.

Article 25 du Budget ordinaire des Dommages de Guerre pour 1946. — Le libellé de cet article a été complété pour permettre aux Services des Travaux communaux de disposer sur cet article de 200 millions de francs pour la liquidation de ses engagements. (Arrêté du Régent du 11 mars 1946 et arrêté du Régent du 23 octobre 1946.)

D'autre part, le Gouvernement se propose de financer la construction d'au moins un millier d'immeubles. Ces immeubles seraient vendus à des sinistrés ou échangés contre leur propriété détruite, l'abandon de leur indemnité pour réparation de dommages de guerre et, éventuellement, le paiement d'une soulte. La dépense à prévoir de ce chef serait d'environ 240 millions de francs.

La construction de ces immeubles sera spécialement étudiée et surveillée par le Département.

Il est prévu que ces allocations pourront être versées à des comptes spéciaux au budget pour ordre :

1° pour permettre au Département de la Reconstruction de coordonner l'utilisation des avances sur indemnités éventuelles des dommages de guerre (arrêté-loi du 21 décembre 1945) et des crédits spéciaux accordés par les établissements de crédit (arrêté-loi du 30 novembre 1944) ;

2° pour alimenter le fonds spécial des constructions d'habitations nouvelles, en dehors des emplacements sinistrés, à l'intervention de l'Etat.

La diminution de 40 millions de francs provient du transfert d'une somme correspondante à l'article 24 et devant servir à la construction d'abris provisoires pour cheptel, récoltes, matériel agricole, etc...

Les maisons seront construites dans les régions sinistrées, mais en dehors des endroits sinistrés, de manière à permettre la réalisation des plans de l'urbanisme.

Les constructions seront érigées par entreprises.

Il sera fait appel à la concurrence.

L'amendement est repoussé et l'article voté par 11 voix contre 5 et 1 abstentions.

**

Article 61. — 600 millions : Jonction Nord-Midi.

L'amendement de suppression déposé par M. Discry est

Artikel 60. — 225 miljoen voor het oprichten van nieuwe gebouwen.

De heer Coppé vraagt weglating van dit artikel, daar hij van oordeel is dat het privaat initiatief in betere voorwaarden dan de Staat kan werken.

Het gaat er om een inspanning te doen om huizen ter beschikking te stellen van de daklozen.

Artikel 25 van de Gewone Begroting van Oorlogsschade voor 1946. — De tekst van dit artikel werd aangevuld om de Diensten der Gemeetewerken toe te laten op dit artikel over 200 miljoen te beschikken tot vereffening van hun verbintenissen. (Besluit van den Regent van 11 Maart 1946 en besluit van den Regent van 23 October 1946.)

Anderzijds, is de Regeering voornemens het bouwen van ten minste een duizental gebouwen te financieren. Die gebouwen zouden aan geteisterden worden verkocht of geruild tegen hun vernielden eigendom, den afstand van hun herstelvergoeding voor oorlogsschade en, in gebeurlijk geval, de betaling van een opleggeld. De uit dien hoofde te voorziene uitgave zou ongeveer 240 miljoen belopen.

De oprichting van die gebouwen zal door het Departement speciaal worden bestudeerd en gecontroleerd.

Er is voorzien dat die toelagen op speciale rekeningen op de begroting voor order zullen kunnen worden gestort :

1° om aan het Departement van Wederopbouw toe te laten de benutting van de voorschotten op eventuele vergoedingen voor oorlogsschade (besluitwet van 21 December 1945) en van de speciale door de kredietinstellingen verleende kredieten (besluitwet van 30 November 1944) samen te ordenen ;

2° om het speciaal fonds voor het oprichten van nieuwe woonegelegenheden door bemiddeling van den Staat, buiten de geteisterde plaatsen, te stijven.

De vermindering met 40 miljoen frank vloeit voort uit de overdracht, naar artikel 24, van een overeenstemmend bedrag dat moet dienen voor het bouwen van voorloopige schuilplaatsen voor het vee, de oogsten, de landbouwmaterialen, enz...

De huizen zullen opgericht worden in de geteisterde streken, maar buiten de geteisterde kommen zoodat de stedenbouwkundige plannen kunnen worden verwezenlijkt.

De bouwwerken zullen bij aanneming worden opgericht.

Er zal beroep gedaan worden op de concurrentie.

Het amendement wordt verworpen en het artikel aangenomen met 11 stemmen tegen 5 en 1 onthouding.

**

Artikel 61. — 600 miljoen : Noord-Zuid Verbinding.

Het amendement tot weglating, dat door den heer

repoussé, car les travaux sont trop engagés pour les arrêter encore.

L'article est approuvé par 12 voix contre 2 et 4 abstentions.

**

Articles 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69. — Les amendements de M. Discry pour les supprimer furent repoussés après examen.

Tous les articles sont votés par 12 voix contre 7.

**

Article 70. — 521.437.000 francs pour l'aéronautique.

M. Discry demande de réduire ce crédit à 100 millions.

La commission se rend parfaitement compte que l'avenir dans le transport réside dans l'aviation. Nous ne devons pas nous laisser dépasser par les autres pays si nous voulons que la Belgique soit la plaque tournante du commerce de l'Europe. Mais tout ce plan qui nous est présenté répond-il à une nécessité réelle et immédiate ?

Exemple : deux champs d'aviation, Saint-Hubert qui existe et Arlon à créer à 40 km. de distance, cela répond-il à une vraie nécessité ?

L'amendement est rejeté et l'article voté par 12 voix contre 5.

La commission ne veut pas mettre le Gouvernement dans l'impossibilité de faire l'indispensable tout en le priant de revoir de près le problème.

**

Articles 76 et 77. — Après examen, la suppression demandée par les amendements de M. Discry est repoussée.

Les articles sont votés par 12 voix contre 5 et 1 abstention.

Recettes.

Des questions ont été posées au sujet des recettes.

Voici les réponses données :

Article 3. — Recettes.

La différence entre la dépense de 455 millions pour la construction de maisons destinées à des sinistrés et la recette de 250 millions, produit de la vente d'un certain nombre de ces maisons au cours de l'année 1947 provient du fait que toutes les maisons qui seront mises en construction en 1947 ne seront pas vendables en 1947.

Discry was voorgesteld, wordt verworpen, want de werken zijn te ver gevorderd om ze nu nog stil te leggen.

Het artikel wordt goedgekeurd met 12 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen.

**

Artikelen 63, 64, 65, 66, 67, 68 en 69. — De amendementen van den heer Discry, strekkende tot de weglating ervan, werden na onderzoek verworpen.

Al de artikelen worden aangenomen met 11 stemmen tegen 7.

**

Artikel 70. — 521.437.000 frank voor de luchtvaart.

De heer Discry vraagt dit krediet tot 100 miljoen te verminderen.

De Commissie geeft er zich volledig rekenschap van dat de toekomst van het vervoer in het vliegwezen ligt. Zoo wij wenschen dat België de draaischijf van den Europeeschen handel blijft, mogen wij ons niet laten voorbijstreeven door de andere landen. Maar beantwoordt heel dit plan, dat ons wordt voorgelegd, aan een werkelijke en dringende noodwendigheid ?

Voorbeeld : twee vliegvelden, een bestaande te Saint-Hubert en een aan te leggen te Aarlen, op een afstand van 40 km., beantwoordt dit wel aan een werkelijke noodwendigheid ?

Het amendement wordt verworpen en het artikel aangenomen met 12 stemmen tegen 5.

De Commissie wil de Regeering niet in de onmogelijkheid stellen de onmisbare werken uit te voeren, maar vraagt haar toch het vraagstuk grondig te herzien.

**

Artikelen 76 en 77. — Na onderzoek, worden de amendementen van den heer Discry, tot weglating van die artikelen, verworpen.

De artikelen worden aangenomen met 12 stemmen tegen 5 en 1 onthouding.

Ontvangsten.

Vragen werden gesteld in verband met de ontvangsten.

Ziehier de antwoorden :

Artikel 3. — Ontvangsten.

Het verschil tusschen de uitgave van 455 miljoen, voor de oprichting van voor de geteisterden bestemde huizen, en de ontvangst van 250 miljoen, opbrengst van den verkoop van een zeker aantal van die huizen in den loop van het jaar 1947, spruit voort uit het feit dat al de huizen, waarvan de oprichting in 1947 zal worden begonnen, niet in 1947 zullen kunnen verkocht worden.

QUESTION :

Article 8. — Impôt sur le capital.

Peut-on avoir certaines précisions sur les recettes du second semestre 1946.

RÉPONSE :

Au 30 juin 1946, les recettes faites au titre d'impôt sur le capital s'élevaient (en chiffres ronds) à 3 milliards 214.000.000 francs.

Au 31 décembre 1946, les recettes s'élèvent à environ 9.075.000.000 francs.

Il reste en outre à exécuter des ordres de virement portant sur des obligations de l'emprunt de l'assainissement monétaire pour environ 250.000.000 francs.

**

QUESTION :

Combien a-t-il été fait de déclarations d'impositions définitives sous le bénéfice des deux circulaires ministérielles acceptant comme définitives des évaluations faites sur la base de deux fois la valeur de 1939 (avec références aux valeurs 1944) et de deux fois et demi la valeur de 1939.

RÉPONSE :

Au 31 octobre 1946, il avait été déposé approximativement 83.165 offres. De très nombreuses offres ont encore été déposées jusqu'au 31 décembre 1946.

**

QUESTION :

Quel est le montant de ces déclarations ?

RÉPONSE :

L'administration ne possède pas la documentation permettant de donner ce renseignement. Celui-ci ne pourrait être obtenu qu'en imposant aux receveurs un travail considérable, alors que tout leur temps est pris par les opérations de taxation et de contrôle. Ces fonctionnaires sont littéralement débordés.

**

QUESTION :

L'administration compte-t-elle maintenir ses propositions d'impositions définitives après le 1^{er} janvier 1947 ?

RÉPONSE :

La faculté pour le contribuable d'offrir anticipativement le paiement de l'impôt sur la valeur vénale des immeubles

VRAAG :

Artikel 8. — Belasting op het kapitaal.

Kunnen bijzonderheden worden verstrekt over de ontvangsten tijdens het tweede halfjaar 1946.

ANTWOORD :

Op 30 Juni 1946, bereikten de als belasting op het kapitaal gedane ontvangsten (in ronde cijfers) 3 milliard 214.000.000 frank.

Op 31 December 1946, bedragen de ontvangsten ongeveer 9.075.000.000 frank.

Daarenboven dienen nog giro-orders uitgevoerd, slaande op obligaties van de muntsaneeringsleening, voor ongeveer 250.000.000 frank.

**

VRAAG :

Hoeveel aangiften van definitieve aanslagen werden gedaan onder toepassing van de twee ministerieele aanschrijvingen waarbij als definitief werden aanvaard de ramingen gedaan op grondslag van tweemaal de waarde van 1939 (met verwijzingen naar de waarden 1944) en twee-en-halfmaal de waarde van 1939 ?

ANTWOORD :

Op 31 October 1946, zijn ongeveer 83.165 voorstellen ingekomen. Zeer talrijke aanbiedingen werden nog tot op 31 December 1946 ingestuurd.

**

VRAAG :

Hoeveel bedragen deze aangiften ?

ANTWOORD :

Het bestuur beschikt niet over de documentatie om die inlichting te kunnen verschaffen. Deze zou slechts kunnen worden bekomen door aan de ontvangers een aanzienlijk werk op te leggen terwijl gansch hun tijd in beslag wordt genomen door de aanslag- en controle-verrichtingen. Deze ambtenaars zijn letterlijk overstelpt met werk.

**

VRAAG :

Denkt het bestuur er aan, zijn voorstellen van definitieve belasting na 1 Januari 1947 te behouden ?

ANTWOORD :

Het recht, dat de belastingplichtige heeft vooruit de betaling van de belasting voor te stellen op de verkoop-

n'a pas été subordonnée par la loi du 17 octobre 1945 au dépôt de l'offre dans un certain délai. Les offres de l'es-pèce peuvent donc être déposées après le 1^{er} janvier 1947, aussi longtemps que l'Etat n'a pas notifié son estimation au contribuable. Le travail d'estimation des immeubles dans leur ensemble sera entamé prochainement par l'administration, selon les directives tracées par la circulaire du 13 décembre 1945, n° 81, ainsi conçue :

« Le travail d'estimation est basé sur la courbe de » l'évolution du marché immobilier au cours des prochai- » nes années, ce qui doit permettre d'éliminer la hausse » anormale que pourraient contenir les prix pratiqués en » 1944 et 1945. De deux choses l'une : ou bien ces prix se » maintiendront et ils devront être considérés comme re- » présentant réellement la valeur vénale d'après-guerre, » ou bien on assistera à une baisse des valeurs qui fera » apparaître le caractère factice et temporaire des prix » actuels ».

Les offres déposées à l'avenir seront nécessairement appréciées dans le même esprit. En toute hypothèse, une offre sur une base correspondant à 2,5 fois la valeur normale au 1^{er} septembre 1939 sera considérée comme satisfaisante, ce qui est entièrement justifié par l'état actuel du marché immobilier.

Le vote sur l'ensemble du budget, vu les articles modifiés au tableau annexé, a donné lieu à un échange de vues.

A l'article 1, la commission s'est prononcée sur chacun des éléments de dépenses, repris dans un tableau de cet article.

Les dépenses suivantes ont été votées par 11 voix et 7 abstentions :

Dette publique	fr. 13.522.500.000
Affaires Etrangères	2.382.000
Agriculture.	7.190.000
Affaires économiques	16.000.000
Défense nationale	342.550.000
Finances	137.639.000
Reconstruction	255.000.000
Communications	1.181.613.000

A la Santé Publique, le chiffre rectifié par le rejet de certains articles, soit 101.700.000 francs, mis aux voix, est rejeté par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

Le chiffre primitif de 241.550.000 francs, mis aux voix, est approuvé par 9 voix contre 5 et 2 abstentions.

Le chiffre rectifié pour les Travaux Publics était de 1.476.075.000 francs. Mis au vote, il est rejeté par 9 voix contre 5 et 2 abstentions.

waarde van de onroerende goederen werd door de wet van 17 October 1945 niet afhankelijk gemaakt van de indiening van het aanbod binnen een bepaalden termijn. Dergelijke aanbiedingen mogen dus nog na 1 Januari 1947 worden ingediend, zoolang de Staat zijn schatting aan den belastingplichtige niet heeft medegedeeld. De ramings-arbeid, wat betreft de onroerende goederen in hun geheel, zal eerlang door het bestuur worden aangevat met inacht-neming van de richtlijnen vervat in de aanschrijving van 13 December 1945, n° 81, luidend als volgt :

« De schattingswerkzaamheden worden gegrond op de » curve der ontwikkeling van de onroerende markt gedu- » rende de eerstkomende jaren ; aldus zal er geen rekening » worden gehouden met de abnormale stijging, welke de » in 1944 en in 1945 toegepaste prijzen zouden kunnen » inhouden. Eén van beide : ofwel zullen deze prijzen ge- » handhaafd blijven en moeten geacht worden de naoor- » logsche verkoopwaarde werkelijk te vertegenwoordigen ; » ofwel zal er zich een vermindering der waarden voor- » doen, die het kunstmatig en tijdelijk karakter der huidige » prijzen aan het licht zal brengen. »

De aanbiedingen, die in de toekomst zullen worden gedaan, zullen noodzakelijk in denzelfden geest worden beoordeeld. In ieder geval, zal een aanbod op grond van 2,5 maal de normale waarde op 1 September 1939 als bevredigend beschouwd worden, wat door den huidige stand van de markt der onroerende goederen ten volle wordt gebillijkt.

De stemming over de begroting in haar geheel heeft, wegens de in de bijgevoegde tabel gewijzigde artikelen, aanleiding gegeven tot een gedenkenwisselingen.

Bij artikel 1 heeft de Commissie uitspraak gedaan over ieder der elementen van de in een tabel van dit artikel opgenomen uitgaven.

Volgende uitgaven werden met 11 stemmen en 7 onthoudingen aangenomen :

Rijksschuld.	fr. 13.522.500.000
Buitenlandsche Zaken	2.382.000
Landbouw	7.190.000
Economische Zaken.	16.000.000
Landsverdediging	342.550.000
Financiën	137.639.000
Wederopbouw.	255.000.000
Verkeerswezen	1.181.613.000

Voor Volksgezondheid wordt het door het verwerpen van zekere artikelen verbeterde bedrag, nl. 101 miljoen 700.000 frank, ter stemming gebracht en verworpen met 9 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het oorspronkelijk bedrag van 241.550.000 frank wordt ter stemming gelegd en goedgekeurd met 9 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Het verbeterd bedrag voor Openbare Werken beliep 1.476.075.000 frank. Bij de stemming wordt het verworpen met 9 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Le chiffre primitif de 2.420.775.000 francs est approuvé par 9 voix contre 5 et 2 abstentions.

L'ensemble de l'article 1 tel qu'il résulte du projet de budget est voté par 10 voix et 5 abstentions.

Les autres articles furent votés.

Le budget fut approuvé par 10 voix contre 5 et 2 abstentions.

Le rapport est approuvé à l'unanimité.

La minorité fait remarquer que le total des dépenses ne correspond plus au tableau annexé au budget à cause des votes émis.

Le Rapporteur,

J. BLAVIER.

Le Président,

F. VAN BELLE.

AMENDEMENTS

ADOPTES PAR LA COMMISSION.

Ministère de la Santé Publique et de la Famille.

ART. 9.

Supprimer cet article.

ART. 10.

Supprimer cet article.

ART. 14.

Supprimer cet article.

Ministère des Travaux Publics.

ART. 27.

Supprimer cet article.

ART. 28.

Supprimer cet article.

Het oorspronkelijk bedrag van 2.420.775.000 frank wordt goedgekeurd met 9 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 1 in zijn geheel, zooals het blijkt uit het begrotingsontwerp, wordt goedgekeurd met 10 stemmen en 5 onthoudingen.

De overige artikelen worden goedgekeurd.

De begroting wordt goedgekeurd met 10 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Het verslag wordt eenparig goedgekeurd.

De minderheid doet opmerken dat het totaal bedrag der uitgaven, wegens de uitgebrachte stemming niet meer overeenstemt met de bij de begroting gevoegde tabel.

De Verslaggever,

J. BLAVIER.

De Voorzitter,

F. VAN BELLE.

AMENDEMENTEN

GOEDGEKEURD DOOR DE COMMISSIE.

Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.

ART. 9.

Dit artikel weglaten.

ART. 10.

Dit artikel weglaten.

ART. 14.

Dit artikel weglaten.

Ministerie van Openbare Werken.

ART. 27.

Dit artikel weglaten.

ART. 28.

Dit artikel weglaten.